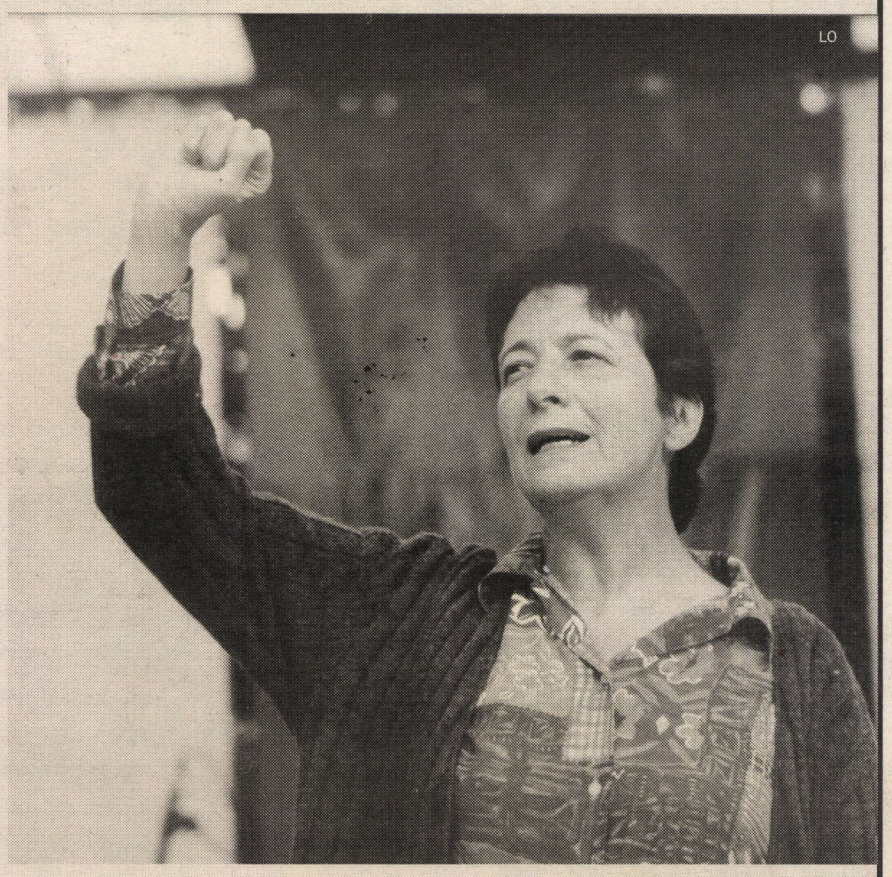
ISSN 0024-7650

lutte ouvrière
UNION COMMUNISTE (trotskyste)

Balladur, Rocard, Chirac, Tapie... c'est la loi des patrons et le chômage qui augmente


LO

POUR CONSTRUIRE UNE EUROPE SANS CRISE IL FAUDRA SUPPRIMER LA COURSE AU PROFIT

M 6189 - 1352 - 9,00 F

Hebdomadaire - paraît le vendredi - n° 1352 - 3 juin 1994 - prix : 9 F

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

Balladur, Rocard, Chirac, Tapie... c'est la loi des patrons et le chômage qui augmente

POUR CONSTRUIRE UNE EUROPE SANS CRISE, IL FAUDRA SUPPRIMER LA COURSE AU PROFIT

Je m'adresse à tous les travailleurs, à la classe sociale à laquelle j'appartiens et qui comprend tous ceux qui ne vivent que de leur propre travail et pas de l'exploitation du travail des autres.

Beaucoup de cadres, d'employés, et même de petits commerçants ou d'artisans qui me reprochent parfois de ne m'adresser qu'aux travailleurs, en font évidemment partie. La crise ne leur a-t-elle pas montré qu'ils sont tous des travailleurs, comme les ouvriers, exploitables et licenciables pour les uns, acculés à la faillite pour les autres, qui sont souvent tributaires du pouvoir d'achat des salariés ? Un cadre est mieux payé, quand il a un emploi, qu'un ouvrier sans qualification, mais il est tout aussi méprisé par le patronat. Il n'est lui aussi qu'une machine à suer les profits, même si sa fonction est parfois d'en faire suer aux autres.

La différence est d'ailleurs facile à voir quand on regarde les bourgeois, les vrais, et la valetaille politicienne à leur service.

Voyez-les, ces politiciens de droite ou prétendument socialistes, comme ils se ressemblent. Voyez-les faire l'union, tous réunis, de Balladur à Edith Cresson, ancien chef de gouvernement socialiste, pour défendre ce Monsieur Pineau-Valencienne, PDG du groupe Schneider emprisonné en Belgique pour quelques malversations de son groupe.

Voyez comme l'actuel Premier ministre de droite et l'ex-Premier ministre de gauche se retrouvent avec François Périgot, dirigeant du CNPF, le syndicat patronal, et avec tout ce que le patronat français compte de grands patrons, dont beaucoup de licencieurs. Belle brochette de patrons, à laquelle il faut ajouter une intervention de l'Elysée, c'est ce que les journaux disent pour ne pas citer Mitterrand.

Voyez-les, tous les politiciens, ils sont indissolublement liés à ce grand patronat, à la bourgeoisie. Giscard d'Estaing, noble à particule et grand bourgeois, est lié à cette même famille Schneider par sa femme qui en est parente. Et Edith Cresson, qu'a-t-elle fait avant d'être Premier ministre pseudo-socialiste ? Elle dirigeait une filiale du groupe Schneider. Hasard ?

Où qu'on aille, on retrouve toujours ces gens liés d'une façon ou d'une autre.

Et ce serait sur ces gens-là qu'il faudrait compter pour nous défendre, nous les salariés, chômeurs ou futurs chômeurs ?

Vingt ans d'alternance entre la droite et cette gauche-là, cela a été vingt ans de crise et de chômage croissant.

Alors, allons-nous toujours tout accepter et leur lécher les mains à chaque élection ? Non, trois fois, mille fois non !

Même les dirigeants du Parti Communiste ne valent pas mieux. D'abord, ils ont menti pendant des années sur ce qui se passait en URSS. Ils disent qu'ils ne savaient pas, mais ce n'est pas vrai. Ils ont caché les privilèges d'une minorité et la dictature féroce qui lui permettait de défendre les dits privilèges. Ils ont caché que cette minorité détruisait, sclérosait cette acquisition colossale, pour les travailleurs et pour l'humanité, qu'était l'économie planifiée, permise par l'expropriation de tous les capitalistes, et qui avait réussi à faire, du pays le plus arriéré d'Europe, une des premières puissances industrielles mondiales. D'ailleurs aujourd'hui où le capitalisme s'y réintroduit, on voit qu'au fur et à mesure qu'il le fait, il provoque une diminution fantastique de la production, un chômage inconnu jusqu'alors, une inflation démentielle et la réapparition de mouvements politiques réactionnaires, sans parler du gangstérisme pur et simple.

Mais les dirigeants du Parti Communiste Français ont aussi menti aux travailleurs, ici même, sur ce qu'étaient réellement les dirigeants socialistes, qui se sont trouvés au pouvoir pendant onze ans et qui ressemblent tellement aux dirigeants de la droite qu'on ne peut ni les distinguer ni distinguer leur politique, pas plus qu'on ne distingue Cresson de Schneider, Giscard ou Balladur. Sans le soutien du PCF, les gouvernements socialistes n'auraient pas pu mener la politique qui a désarmé les travailleurs ces dix dernières années.

Les Balladur, les Cresson, les Rocard, les Chirac, les Tapie et consorts nous demandent de leur faire confiance pour construire l'Europe. Mais l'Europe qu'ils nous proposent sera à l'image de ce qu'ils font ici.

Une Europe sans frontières serait pourtant un bien. La libre circulation, sans entrave, des hommes et des marchandises, et surtout un pays unique regroupant toute l'Europe, seraient un progrès immense.

Car les ennemis des travailleurs sont à l'intérieur de nos propres frontières : ce ne sont pas les autres peuples ou les autres travailleurs, ce sont nos propres exploiteurs. La concurrence n'est pas entre travailleurs, mais entre capitalistes. Et quand nous sommes victimes de cette concurrence, ne nous trompons pas d'adversaires : nous tirerions les marrons du feu au profit des vrais responsables de la situation, de ceux qui en profitent.

Non, dans le passé les frontières ne nous ont jamais protégés contre le chômage, et leur disparition ne créerait pas plus de chômage. Ce sont nos ennemis, les Schneider et les autres, dont les capitaux passent déjà les frontières, qui tentent de nous le faire croire.

Mais pour construire une Europe libre et sans crise, il faudra d'abord supprimer la course au profit et mettre hors d'état de nuire tous ceux qui, grâce à leur fortune, pèsent plus sur les destinées d'un pays que les électeurs.

Il est temps que cela change.

Arlette LAGUILLER

LO

Les meetings de la liste Lutte Ouvrière

LIMOGES

Vendredi 3 juin
20 h 30, Salle J.-Pierre Timbaud
(derrière la mairie).

PERPIGNAN

jeudi 2 juin
20 h 30, Salle Arago (Mairie).

TOURS

Samedi 4 juin
17 h 30, Salle polyvalente des Halles (place Gaston Pailhou).

avec Arlette Laguiller

STRASBOURG

Dimanche 5 juin
16 h 30, Centre culturel de Neudorf,
5, place Albert Schweitzer.

ANGOULEME

Mardi 7 juin
20 h 30, Logis de Lunesse (Salle A).

PARIS

Vendredi 10 juin
20 h 30, Salle de la Mutualité,
24, rue Saint-Victor
(Métro : Maubert-Mutualité).

CHOLET

Jeudi 9 juin
20 h 30, Foyer du Théâtre
(place Travot).

SAINT-BRIEUC

Mercredi 8 juin
20 h 30, Maison du Peuple
(rue Cardenoual).

Les émissions officielles de la campagne

Comme 17 des 20 listes en présence dans ces élections européennes, Lutte Ouvrière s'est vu octroyer... 1 minute 46 secondes d'antenne, dans le cadre de la campagne officielle. Les trois listes menées par des partis disposant d'un groupe parlementaire (UDF-RPR, PS et PCF), elles, auront droit à plus de 40 minutes de passage à la télévision et à la radio chacune.

Cette disproportion criante entre des listes censées être placées dans des conditions égales est encore aggravée quand on prend en compte non seulement les émissions légales, mais les débats, les interviews qui ont précédé la campagne sur toutes les chaînes qu'elles soient publiques ou privées.

La "démocratie" tient vraiment à peu de chose... puisqu'il paraît que moins de deux minutes suffiraient à l'assurer ! Et c'est sans doute en vertu de l'adage qui veut que l'on ne doive pas abuser des bonnes choses, que les autorités chargées de la régularité "démocratique" du scrutin sur les ondes ont décidé de fractionner encore la misérable minute et 46 secondes de la campagne officielle.

Eh oui, lundi 30 mai, par exemple, il fallait avoir l'œil rivé au téléviseur pour s'apercevoir que sur France 2, après le Journal de 20 heures, nous avons eu droit... à 5 secondes. Pas une de plus. Avec il est vrai - on est généreux, que diable !- une repasse, toujours de 5 secondes, sur France 3, bien après 22 heures...

Voici en tout cas les passages éclair, qui restent à la liste "Lutte Ouvrière".

• Jeudi 9 Juin : 48 secondes

France 2. Après le Journal Météo qui suit le Jounal de 13 heures.
France 3. Avant l'émission de jeu de 18 h 20.
France Inter. Après le Journal de 20 heures.

• Vendredi 10 Juin : 5 secondes

France 2. Après le Journal de 20 heures.
France 3. Avant l'émission de jeu de 18 h 20.
France Inter. Avant le bulletin d'informations de 14 heures.

La souscription de Lutte Ouvrière

Résultat à ce jour : 91 493 F

Les sommes nous remontent très lentement, au compte-gouttes. C'est un peu chaque fois la même chose, mais cette fois-ci, la campagne est très courte et chacun sait qu'une fois les élections passées, il sera bien difficile de demander du soutien. Or nous avons besoin qu'on nous aide. L'effort militant ne peut pas tout, et n'a de sens que s'il rencontre un certain assentiment politique et financier.

Alors pour soutenir LUTTE OUVRIERE, camarades, amis, lecteurs, faites le geste qu'on attend de vous : mettez la main à la poche. Cela fait partie du combat politique.

Nous comptons sur vous !

Envoyez vos soutiens par chèque à l'ordre de LUTTE OUVRIERE à :
LUTTE OUVRIERE
BP 233
75865 PARIS CEDEX 18.
Ou par virement CCP à :
LUTTE OUVRIERE
CCP 31 175 86 W
LA SOURCE.

Les brochures du cercle Léon Trotsky

Dernière brochure parue :

L'UNION EUROPEENNE : ARENE RENOVEE DE LA GUERRE DES TRUSTS

(N° 62 - Exposé du Cercle Léon Trotsky du 29 avril 1994)

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres

LES MENTEURS

Demain on rasera gratis si vous votez pour ma liste. Voilà à quoi se résument les propositions de Baudis et de Rocard sur le chômage. Tous deux font des promesses au nom de l'Europe : s'ils ne peuvent pas les tenir ce ne sera pas de leur faute, ce sera parce que l'Europe ne l'aura pas voulu.

Baudis nous dit qu'il faut que l'Europe soit "plus protectrice", c'est-à-dire plus protectionniste en élevant les droits de douane sur les produits fabriqués ailleurs. Et il est tout fier d'annoncer que grâce au gouvernement Balladur les droits de douane sur les bicyclettes chinoises ont été portés à 30 % ! L'Europe est ainsi devenue plus "protectrice" pour les fabricants de bicyclettes !

Quant aux salariés ce ne sont pas ces protections-là qui les sauveront du chômage pour la bonne raison que, protégés ou pas, les patrons cherchent tous à abaisser leurs coûts au détriment des salariés pour augmenter leurs profits. Tenter d'accréditer l'idée que le protectionnisme généralisé serait une solution est démagogique et mensonger. Baudis sait fort bien que, limitée au marché de l'hexagone, ou même de l'Europe des Douze, l'industrie s'effondrerait littéralement !

Qu'à cela ne tienne, évoquer la nécessité d'un protectionnisme européen renforcé pour résoudre le problème du chômage, c'est une façon de dire qu'on n'y peut rien tout de suite et qu'il faut faire pression sur les autorités de Bruxelles. Une façon de dédouaner le gouvernement Balladur qui, malgré son brillant succès sur les bicyclettes, a tout de même laissé les patrons licencier à tour de bras depuis un an, avec sa bénédiction et les aides de l'Etat, qui plus est !

Qu'attendre d'autre d'un politicien de droite que de grossiers mensonges bien révélateurs du mépris de ces gens-là pour les travailleurs qu'ils prennent vraiment pour des demeurés.

Mais Rocard, lui, ne fait pas mieux. Et pour cause : cet ancien Premier ministre a sa part de responsabilité dans la dégradation de la situation de la classe ouvrière et dans la montée du chômage. Mais, pas gêné, il prétend avoir maintenant des solutions.

Il prétend même que, s'il y avait une majorité socialiste au parlement européen, on pourrait créer un million d'emplois ! Parce qu'à ce moment-là l'Europe reprendrait son idée d'un grand emprunt pour des grands travaux. En somme si les socialistes gouvernaient l'Europe, comme Rocard a gouverné la France, tout irait bien ! A qui veut-il faire avaler cela ? Et puis, qui l'eût cru, Rocard est pour la réduction du temps de travail - sans préciser si c'est avec maintien du salaire, ou s'il s'agit une fois de plus d'imposer une diminution du niveau de vie des salariés. De toute façon ladite réduction du temps de travail n'est pas près de voir le jour, puisqu'il faut qu'elle soit "la plus concertée possible" au niveau européen. Rocard fait comme Baudis : les solutions qu'il préconise sont européennes et ne l'engagent à rien lui-même... qu'à faire des discours. Rocard et Baudis, c'est blanc bonnet et bonnet blanc. Les autres politiciens en course font de même en usant du chômage comme d'un argument électoral, proposant les pseudo-solutions qui leur passent par la tête mais qui sont toujours respectueuses des intérêts patronaux ; jusqu'à Chevènement qui en rajoute sur un ton prétendument radical : contraindre sur trois ans les patrons à embaucher un million et demi de chômeurs... payés par les ASSEDIC ! De la main-d'œuvre gratuite à la place de la main-d'œuvre payée, gageons que les patrons, dont certains usent déjà largement de cette combine, vont trembler !

D.C.

La liste "Bernard-Henri Lévy"

EXPLOITATION ODIEUSE DES MORTS DE BOSNIE

A peine trois jours après le dépôt de la liste officiellement intitulée "L'Europe commence à Sarajevo", ou, autrement dit, la liste de Bernard-Henri Lévy, celui-ci annonçait le 30 mai qu'elle *"n'irait pas au vote"* le 12 juin... Quelle dérision écoeurante ! Mais, du point de vue publicitaire, c'est un coup double : après l'annonce de la chose, très largement répercutée dans les médias, c'est l'annonce du retrait qui a valu à son initiateur des temps d'antenne télé auprès desquels les quelques dizaines de secondes attribuées aux "petites" listes dans le cadre de la campagne officielle (et que sa liste conserve, de toute façon) font pâle figure...

Selon B.-H. Lévy, son but est atteint puisque l'idée était de *"mettre la Bosnie au cœur du débat"* ; et il feint de déplorer qu'*"on entrait dans un jeu politicien indigne de la Bosnie"* (quelle découverte !). De toute façon, a-t-il dit sur France 2, cette liste ne cherchait pas à avoir des élus, pas à aller à la pêche aux voix (ce qui ne manquait pas de sel, venant juste après un sondage qui lui donnait, non plus les 12 % d'intentions de vote des premiers jours, mais seulement 4 % ...).

Tout cela pue l'hypocrisie. Pour ce qui est d'*"entrer dans le jeu politicien"*, c'était chose faite d'emblée, et c'était même l'objet de l'opération. Celle-ci n'est d'ailleurs peut-être pas terminée puisqu'une partie des membres de la liste –dont le docteur Schwartzenberg – parlaient de la maintenir jusqu'au bout. Ces "amis de Bernard-Henri Lévy" ne sont nullement des enfants de chœur de la politique, et on peut affirmer sans risquer de se tromper que la malheureuse Bosnie n'a été dans cette affaire qu'un prétexte. Même si les enjeux réels de ce "coup" politico-magouillo-médiatique sont pour les coulisses, d'où pressions et marchandages n'ont pas dû être absents.

"BHL" et ses amis ont au moins réussi une chose : Rocard s'est illico empressé de se rallier à leurs positions pour la levée de l'embargo sur les armes – chasse aux voix oblige (mais... est-ce véritablement un exploit que d'amener un Rocard à retourner sa veste ?).

On conçoit que le retrait de cette liste dite Sarajevo donne aujourd'hui satisfaction aux candidats de la liste PS. Kouchner a qualifié le geste de *"sage et courageux"*, Catherine Trautmann s'est déclarée *"soulagée et heureuse"*... Mais tous les politiciens, y compris à droite d'ailleurs, qui pouvaient craindre que cette liste leur fasse de l'ombre et qui se sont contorsionnés pendant quinze jours sur la question de la Bosnie à cause de cela, se sentent sans doute aussi "soulagés".

Cette affaire aura montré, en tout cas, quel degré de cynisme sont capables d'atteindre les dirigeants politiques et les intellectuels, qui s'en font les relais et les serviteurs, capables de tirer parti de ce qui se passe en Yougoslavie, de jouer sur l'émotion d'une partie de la population devant ce drame, pour le seul bénéfice de leur image, ou de leur capital politicien.

C. L G

Gamma/Novosti

POUR LES PEUPLES, RIEN DE BON À ATTENDRE DES PUISSANCES IMPÉRIALISTES

Les arguments invoqués par Bernard-Henri Lévy et les gens de son acabit à propos de la Bosnie sont ceux de va-t-en-guerre et de démagogues.

Ils réclament l'intervention militaire des grandes puissances, ils réclament que soit levé l'embargo sur les armes à destination des Bosniaques-Musulmans, afin, disent-ils, de *"tout faire pour que les massacres s'arrêtent"*.

Que veulent-ils ? Une autre guerre du Golfe, ou une autre "intervention humanitaire" comme en Somalie ? Et qu'y gagneraient les peuples ? Les Somaliens, on le sait, n'y ont gagné qu'une aggravation de leur sort, et les Irakiens qui vivent toujours sous la botte de Saddam Hussein aussi, y compris les Kurdes par exemple.

Et que gagneraient les peuples de la Yougoslavie si les grandes puissances donnaient officiellement leur feu vert à leurs marchands d'armes ? Une seule chose est sûre, c'est que ces marchands d'armes de tous pays vendraient tous azimuts (et y gagneraient de gros sous), et que les cliques dirigeantes locales responsables de la guerre y gagneraient en surarmement : cela, oui. Et chaque grande puissance se retrouverait plus que jamais chacune derrière ses protégés.

Non seulement cela n'arrêterait pas les massacres, mais cela leur donnerait même une ampleur encore pire.

Comment attendre que vienne des grandes puissances une solution pour les peuples de l'ex-Yougoslavie, quand on sait que, depuis le début, depuis l'éclatement de la fédération yougoslave, elles sont complices de ce qui s'y passe ! Chacune d'elles s'est empressée de défendre la cause des dirigeants nationalistes qui lui sont les plus proches (l'Allemagne, les dirigeants croates et slovènes ; la France, les dirigeants serbes), pour des raisons héritées des zones d'influence du passé. Et, derrière les péripéties de la diplomatie censée s'occuper de parvenir à un règlement politique, on retrouve à chaque pas ces rivalités entre impérialismes (sans oublier les Etats-Unis).

Et cela a contribué à donner des ailes aux chefs assassins nationalistes et à amplifier leurs exactions.

Les dirigeants français, allemands, etc., affirment vouloir unifier l'Europe, mais ils trouvent leur compte à la division de la Yougoslavie. Sans doute, que celle-ci se fasse dans un bain de sang, qu'elle soit grosse de risques d'extension de la guerre dans les Balkans et au-delà, cela les gêne ; ils voudraient sans doute rétablir une certaine stabilité. Mais justement, pour faire régner cet ordre, ils auront besoin de toute façon de ces cliques armées qui font la loi, et tout particulièrement bien sûr de celles qui se montrent les plus fortes sur le terrain.

Et finalement, toute leur politique consiste à attendre et voir venir. C'est pourquoi les "Casques bleus" se bornent à faire symboliquement acte de présence à Sarajevo ou Gorazde. Tout cela n'a pour but que d'être en place pour entériner, le jour venu, le fait accompli du découpage territorial opéré par voie de conquête par les bandes nationalistes locales.

Alors, si les peuples de Yougoslavie n'ont de bon à attendre que de leur union fraternelle pour chasser ces bandes réactionnaires qui les ont pris en otages, ils n'ont rien de bon à espérer du côté des grands Etats qui en sont les protecteurs.

C. LG

L'arrestation de Pineau-Valencienne

LA SOLIDARITÉ DE CLASSE DES PATRONS ET DES POLITICIENS

Une fois n'est pas coutume, l'incarcération du PDG d'un grand groupe industriel comme le groupe Schneider a fait sensation. Didier Pineau-Valencienne a été interrogé jeudi 26 mai par la police belge puis, toute la nuit suivante, par le juge Van Espen qui l'a finalement fait incarcérer à 5 heures du matin. Depuis il est en prison et les interrogatoires continuent. Il est susceptible d'y rester cinq jours si le juge le souhaite, à la suite de quoi une décision sera prise sur sa mise en liberté – sous caution ou pas –ou sur son maintien en détention.

Les méthodes de gangsters du monde des affaires

Il est soupçonné d'escroquerie, d'abus de confiance, de faux en écriture, suite à une plainte déposée par des actionnaires minoritaires de deux filiales belges de son groupe qu'il voulait racheter à bas prix. Une partie des actionnaires a accepté de retirer sa plainte suite à une offre plus avantageuse consentie par le groupe Schneider, mais d'autres actionnaires accusent Pineau-Valencienne d'avoir sous-estimé la valeur des filiales pour les gruger. Et l'enquête sur cette affaire a rebondi sur une autre affaire de blanchiment de l'argent de la drogue dont est soupçonné un homme d'affaires italien, Valentino Forti, principal actionnaire d'une société belge dans laquelle l'une des filiales de Schneider avait aussi une participation. Valentino Forti se retrouve lui aussi derrière les barreaux depuis le 27 mai.

Cela donne certes un aperçu du monde des affaires – dans les deux sens du terme – et est bien révélateur du genre de guerre que se livrent les possesseurs de capitaux entre eux, en utilisant tous les moyens dont ils disposent.

Le patronat indigné

Mais ce qui est le plus révélateur, c'est le tollé suscité parmi le grand patronat et les hommes politiques français par cette incarcération. Il n'a pas fallu plus de quelques heures pour que nombre de grands patrons expriment leur indignation pour ce qui arrivait à leur confrère. Que ce soit le PDG de Strafor-Facom qui s'est dit *"profondément affecté"*, François Périgot, le président du CNPF qui, avec le PDG de Lafarge-Coppée, celui de Lagardère Group et Bolloré, celui de la BNP, a assuré Pineau-Valencienne de *"son amical soutien "*, que ce soient les 34 PDG, parmi lesquels ceux d'AXA, de Rhône-Poulenc, de Paribas, de Péchiney, de la Société générale, Havas, Saint-Gobain, Alcatel-Alsthom, Usinor-Sacilor, qui ont signé une pétition pour exprimer *"leur émotion"* et chanté les louanges de Pineau-Valencienne, tous ont été choqués qu'on puisse ainsi traiter l'un des leurs comme un vulgaire citoyen ! Ils attendent que la justice leur réserve d'autres égards d'autant que le rôle de celle-ci est d'abord d'être au service des bourgeois et qu'elle n'est censée qu'exceptionnellement mettre le nez dans leurs affaires.

Les crimes impunis de Pineau-Valencienne

D'ailleurs il a fallu cette affaire, qui ne concerne qu'une infime partie du groupe Schneider mais qui lésait d'autres capitalistes, pour que Pineau-Valencienne ait quelques ennuis. Mais jamais jusque-là il n'avait été inquiété par la justice pour avoir empoché des milliards de subventions avant de réaliser la plus grosse faillite de l'histoire industrielle française en déposant, il y a 10 ans, le bilan de Creusot-Loire. Il n'a pas été inculpé pour avoir privé des milliers de travailleurs de leur gagne-pain en les jetant à la rue comme des malpropres pour pouvoir aller faire des affaires ailleurs. Car les faillites cela permet surtout de ne pas payer ses dettes, mais cela n'empêche pas de continuer à faire des affaires, bien au contraire ! Son OPA sur la Télémécanique s'est soldée, elle-aussi, par des licenciements malgré la résistance dont les salariés ont fait preuve.

Alors aujourd'hui les patrons peuvent bien se livrer à un concert de louanges, sur l'intégrité, la compétence de Pineau-Valencienne, mais les anciens de Creusot-Loire ou ceux de la Télémécanique qui avaient brûlé son effigie dans la rue ont payé pour savoir que cela fait bien longtemps, si la justice n'était pas faite pour les patrons, qu'il aurait dû être mis hors d'état de nuire, et pour des motifs autrement plus graves ; lui comme tous ces PDG licencieurs qui n'ont même pas de larmes de crocodile à perdre pour leurs propres salariés mais qui s'appitoient là sur le sort – qui n'a pourtant rien de tragique – de ce monsieur qui en fait voir bien d'autres à ses salariés ! D'ailleurs les salariés de la Télémécanique, interviewés à la télé, n'ont pas, eux, versé une larme sur le sort de leur PDG.

Le dirigeant de FO, Marc Blondel, doit avoir la mémoire bien courte pour s'être indigné à cette occasion des "méthodes de Zorro" de la justice belge.

Les gouvernants à la rescousse

Quant aux politiciens, qu'ils soient de droite ou qu'ils soient de gauche, ils se sont montrés pour ce qu'ils sont : complètement solidaires du monde des grands patrons. Edith Cresson, qui travaillait dans le groupe Schneider, avant d'être Premier ministre, est montée au créneau pour le défendre : elle a signé la pétition et a déclaré que Pineau-Valencienne était *"quelqu'un d'extrêmement respectable, ayant un grand sens du devoir et de l'intérêt national"*. L'Elysée, pour ne pas dire Mitterrand, a fait savoir à Bruxelles *"son étonnement"*, Balladur *"sa surprise"*. Et l'ambassadeur de France à Bruxelles a rendu visite tous les jours à Pineau-Valencienne dans sa prison : comme on voit, les plus hautes instances ne l'abandonnent pas dans cette dure épreuve. En tant que grand patron, il peut compter sur le soutien du gouvernement, du président, des pouvoirs publics, des politiciens, de droite comme de gauche.

En défendant Pineau-Valencienne, parce que c'est un grand patron, c'est toute une classe sociale que ces gens-là défendent, la bourgeoisie, qui doit rester intouchable, "respectable" malgré ses crimes contre les travailleurs.

Dominique CHABLIS

PDG PEU RECOMMANDABLES

Alors que Didier Pineau-Valencienne était incarcéré, Pierre Bergé, PDG de la marque Yves Saint-Laurent, accessoirement placé à la tête des Opéras de Paris par son copain François Mitterrand, était mis en examen. Pour une affaire qui date de juillet 1992. Comme quoi la justice sait faire diligence...

A l'époque, Pierre Bergé avait comblé un trou de 92 millions de francs sur son compte à la banque Neuflize-Schlumberger-Mallet. Jusque-là, rien de répréhensible, même si un trou pareil a de quoi étonner ceux qui reçoivent les pires menaces de la part de leur banquier, dès qu'ils ont un découvert de quelques centaines de francs... En revanche, ce que la justice reproche à Bergé, c'est d'avoir vendu, pour satisfaire son banquier, la bagatelle de 120 000 titres boursiers Yves Saint-Laurent... sans passer par un agent de change parisien, et d'avoir fricoté pour cette affaire avec des banquiers suisses. Cela s'appelle *"violation de monopole des sociétés de Bourse"*. Premier délit.

Second délit, celui d'initié. Car Pierre Bergé avait procédé à cette opération avant l'annonce d'une perte dans les résultats d'Yves Saint-Laurent, perte

Scorcelletti/Gamma

Pierre Bergé reçoit la légion d'honneur des mains de Mitterrand (octobre 93).

qui aurait fait baisser les titres dont la vente n'aurait plus rapporté alors que 70 millions de francs, au lieu des 100 millions ramassés. Cette escroquerie pure et simple avait d'ailleurs été sanctionnée par la commission des opérations de Bourse qui, en octobre 1993, avait collé une amende de 3 millions de francs à Pierre Bergé. Après plainte de la victime contre le niveau trop élevé à son goût de la somme demandée, l'amende avait été rapidement ramenée à 1 million...

Troisième délit : la vente de la société Yves Saint-Laurent à Elf-Sanofi, en janvier 1993, s'est accompagnée d'une indemnité de 280 millions de francs (en clair, un dessous de table) versée à Pierre Bergé et Yves Saint-Laurent. Cela ne se fait pas, déclare en substance la commission des opérations de Bourse. Mais comme cela "n'existe pas en droit"... aucune sanction ne sera infligée. Et le tour est joué !

Aujourd'hui, l'enquête et la procédure vont continuer sur cette affaire, dont le couturier Yves Saint-Laurent aurait été le principal bénéficiaire mais ne saurait être inquiété car, dit-il pour sa défense, il serait d'une incompétence notoire en matière financière (!). Les choses vont aller lentement mais sûrement, cela n'est pas dit.

En tout cas, et sans attendre les conclusions d'une justice dure pour les pauvres et si laxiste pour les riches, cette mise en examen d'un patron qui se flattait de sentiments "de gauche" et déclarait, en particulier, soutenir SOS-Racisme, en dit long sur les pratiques peu avouables de tous ces "honorables" PDG en costume trois pièces.

Lucienne PLAIN

Île de la Réunion

QUAND UN GRAND PATRON TRÈS CHRÉTIEN SE CONFESSE

■ Après l'emprisonnement et la mise en examen d'un certain nombre de politiciens et de patrons convaincus d'avoir perçu des pots-de-vin dans le cadre du soumissionnement des marchés publics (transports en commun, voierie, endiguement de rivières, etc.), le patron le plus en vue de la Réunion, Jacques de Châteauvieux, est parti se confesser chez un juge dénommé Prêtre (ça ne s'invente pas !), auquel il vient de déclarer qu'il a versé d'importantes sommes d'argent pour pouvoir décrocher le droit d'installer de nouvelles grandes surfaces dans l'île.

Il reconnaît avoir versé 1 500 000 F en juin 1990 et 700 000 F en 1992 à un patron de café, Gastaldi, ayant intérêts à Djibouti et comptes en banque en Suisse. Ceci pour influencer les membres de la Commission départementale d'urbanisation commerciale, la CDUC, et qu'ils votent pour ses projets d'implantation plutôt que pour ceux de son rival direct, Caillé (le patron de Continent et de Peugeot Réunion).

Aujourd'hui, de Châteauvieux vient pleurer devant la justice et dans les colonnes de la presse en se présentant comme une victime d'un racket et comme un homme d'affaires intègre. Il a, paraît-il, *"reçu une formation morale et religieuse solide"* qu'il *"s'efforce de mettre en pratique tous les jours"* (déclaration au *Quotidien de la Réunion* du 25 mai) !

Qu'on en juge ! Mise à part la chaîne de magasins Score qui dispose d'une grosse implantation sur l'île et sur le continent africain, le pauvre enfant de chœur de Châteauvieux possède à la Réunion quelques centaines d'hectares de terres à canne, des usines sucrières et une centrale électrique. Il contrôle aussi une télé (Antenne Réunion). Auparavant il avait acheté la plus ancienne entreprise de transport maritime de Marseille ainsi qu'un cargo dernier cri pour faire la navette entre les différents pays de la zone sud de l'océan Indien. A Madagascar, il vient d'implanter un supermarché, possède de grands domaines agricoles et dispose d'une radio.

Son empire se développe donc d'année en année. Mais ses travailleurs doivent se battre pour lui imposer l'application des conventions collectives, quand ils ne sont pas victimes de licenciements massifs. Comme en 1989, où mille d'entre eux ont été flanqués à la porte des usines sucrières bien que de Châteauvieux eût empoché des subventions de l'Etat.

La seule religion que connaît ce capitaliste, c'est celle de l'argent. Et les pauvres et les exploités de la Réunion ne se font aucune illusion à son sujet. Il représente tout ce qu'il y a de plus haïssable dans cette société, ces fortunes accumulées sur leur dos pendant des générations. D'ailleurs pendant les événements du Chaudron de 1991, c'est bien le magasin Score que les émeutiers ont pris pour cible, pillé et incendié.

Petite remarque tout de même : aujourd'hui, malgré les révélations, la justice réfléchit longuement ; elle tourne le dossier dans tous les sens comme s'il lui brûlait les mains...

Scoop/Gamma

Un des magasins détruits lors des émeutes de 1991.

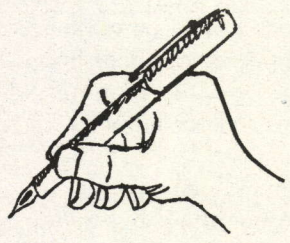
EDF INTÉRESSÉE PAR LE COMPTEUR DE L'APARTHEID

Sous le titre : *"EDF : la dimension internationale"*, le bimensuel économique *l'Echo Austral* réunionnais rappelle qu'EDF a été parmi les premières sociétés françaises à revenir en Afrique du Sud après la levée de l'embargo.

En effet, EDF International y a passé un contrat avec la société productrice d'électricité sud-africaine portant notamment sur l'étude et la mise en place d'un système de recouvrement des factures. Le modèle français serait, d'après EDF, un des plus performants en la matière !

Mais un service en vaut bien un autre et EDF est revenue du pays de l'Apartheid avec un petit cadeau empoisonné pour les pauvres de la Réunion. Il s'agit du compteur à pièces (de conception sud-africaine, mais déjà expérimenté en Grande-Bretagne). Et *l'Echo Austral* de conclure : *"Ce type de compteur à paiement AVANT consommation est particulièrement adapté aux logements sociaux. Si l'expérience à la Réunion est concluante, EDF va installer ce compteur en métropole"*. Déjà premier "département français" par le nombre de chômeurs et de RMIstes, la Réunion restera donc à l'avant-garde pour porter des coups aux pauvres.

Tout n'est pas si noir pourtant : *"Il n'est pas exclu qu'une usine de montage de ces compteurs soit installée à la Réunion"*. Ainsi les Réunionnais pourront fabriquer eux-mêmes les compteurs qui leur permettront de se couper eux-mêmes l'électricité. Grâce à EDF, on progresse dans l'autonomie...



Nos lecteurs écrivent...

Étudiant... ou désherbant ?

Cela fait deux ans que je suis élève dans une école privée à la Réunion pour préparer un BEP agricole dans le domaine horticole. Je tiens à préciser que les élèves de mon école sont de familles modestes, chômeurs ou allocataires du RMI en grande majorité.

Le déroulement de notre formation est basé sur une alternance école-entreprise. En moyenne, nous avons 16 semaines de cours théoriques et 24 semaines de présence en entreprise sur une année. Les périodes en entreprise se font sur la base d'une convention, qui prévoit 30 heures de travail "guidé" et aucune rémunération obligatoire.

Dans la réalité, les patrons dans leur grande majorité respectent l'idée qu'aucune rémunération n'est obligatoire et tous nous considèrent comme de la main-d'œuvre gratuite ou pas chère (les plus généreux donnent 150 à 200 F par semaine).

Profitant de cela, quelques agriculteurs n'achètent pratiquement plus de désherbant, ce qui fait que certains élèves ne passent leur temps qu'à désherber manuellement !

Les patrons ne cherchent qu'à faire tourner leur entreprise. J'ai dû changer de stage plusieurs fois, pensant pouvoir améliorer ma situation. A chaque fois, j'ai été obligée de travailler plus de 40 heures par semaine et même plus de 50 heures. Quand j'ai voulu faire part de mes remarques à mon maître de stage, c'est avec haine et insultes qu'il m'a obligée à me taire.

Cette année, pour mon examen, je dois réaliser un rapport sur les activités de l'entreprise où je suis en stage. Mais l'agriculteur n'est jamais là, pour répondre à mes questions, pendant la journée. Il n'arrive qu'à 17 ou 18 heures le soir pour nous dire de rentrer chez nous en faisant semblant d'être toujours mécontent de notre travail. Pour plus de 45 heures de travail par semaine, je reçois 200 F pour mon transport... après l'intervention d'un de mes professeurs qui a fait remarquer à l'agriculteur que le travail que j'effectue a une valeur commerciale de plus de 1 500 F par jour.

A deux mois de l'examen, on se sent piégé et obligé de continuer, mais on prend conscience aussi d'appartenir au camp des exploités et des humiliés, avec l'envie de préparer la revanche contre les exploiteurs.

Une élève en BEPA (BEP Agricole) - La Réunion

Grande-Bretagne

La campagne des Européennes

DÉMAGOGIE POLITICIENNE CONTRE LES PAUVRES

Arc.

Squatters expulsés dans l'est londonien.

"Il n'est pas tolérable de voir des gens traîner dans les rues. Rien ne peut le justifier aujourd'hui. (...) C'est un spectacle insultant pour ceux qui le voient. (...) Il faut que la loi soit appliquée et dans toute sa rigueur." **C'est sur ce ton que le Premier ministre Major s'est attaqué aux centaines de milliers de sans-logis qui peuplent aujourd'hui les grandes villes anglaises, allant jusqu'à appeler la population à la délation pour aider la police.**

Lancée à l'occasion d'une réunion électorale dans la circonscription huppée dont Major est le député, cette diatribe contre les plus déshérités n'a cependant rien d'un excès démagogique passager. Dès le lendemain, encouragé sans doute par les réactions d'indignation qu'il avait suscitées, Major persistait et signait en s'en prenant cette fois en plus à la mendicité de rue.

C'est que le Parti conservateur fait feu de tout bois pour remonter la pente électorale glissante sur laquelle il est engagé. Le 5 mai, lors des élections municipales partielles qui se déroulent chaque année, il a en effet enregistré le plus bas score jamais obtenu par un parti au pouvoir, avec 27% des voix, contre 40% au Parti travailliste. Et dans les élections européennes, qui auront lieu le 9 juin en Grande-Bretagne, mais aussi dans les cinq législatives partielles qui se tiendront le même jour, le parti de Major a toutes raisons de craindre un désaveu cinglant de l'électorat, et ceci d'autant plus que le vote est sans enjeu quant à l'avenir politique du pays.

Alors les dignitaires du Parti conservateur battent la campagne pour mobiliser leur propre électorat, d'ordinaire peu enclin à voter dans ce genre d'élections, en essayant d'exciter ses préjugés les plus réactionnaires et ses craintes face à la montée de la pauvreté.

A ces petits bourgeois nantis et bien pensants qui ont été bernés par les contes de fée qu'on leur a servis sur les vertus de la "compétition" et en sont souvent aujourd'hui à se plaindre de la fiscalité croissante et des lacunes de plus en plus criantes des services publics, Major désigne les coupables du doigt : ce sont les sans-logis, ceux qui, pour reprendre les mots d'un sous-ministre des Finances, le play-boy Michael Portillo, *"deviennent sans-abri dans le seul but de passer avant les autres pour obtenir un logement social"*.

Quand ce ne sont pas les sans-logis qui sont montrés du doigt, ce sont les mères célibataires, coupables d'être célibataires, d'être mères et surtout de ne pas en avoir les moyens et de devoir dépendre des allocations sociales. Ou encore, ce sont les invalides du travail, accusés de simulation. Ou bien, pour paraphraser un autre ministre de Major ces derniers jours, ce sont les chômeurs, que ce rejeton d'une grande famille du Barreau, dont l'éducation sociale n'a jamais dépassé le confort d'Eton et les beuveries d'Oxford, accuse de veulerie et de lâcheté.

Pour ces politiciens bien incapables de justifier le marasme et la boue sociales dans lesquels leur politique pousse la société, quoi de plus normal que de transformer les victimes en boucs émissaires ? Car ce sont les pauvres, c'est bien connu, qui coûtent trop cher à la société. Quand une brochette de hauts directeurs de la banque Barclays se voit attribuer une prime de 900 millions de francs, c'est une juste récompense. Mais quand le millier d'employés qu'ils viennent de jeter à la rue en sont réduits à survivre avec les 1 800 F par mois de l'aide publique, ce sont eux que les politiciens accusent de parasitisme !

Tandis que les riches, les Burton, les Barclays, les Jardine et autres Sainsbury, ces grands noms d'oligarchies financières dont on retrouve les marques et les méfaits aux quatre coins du monde, ceux-là ne peuvent être coupables de parasitisme, puisque c'est pour eux que roule la classe politique – pas seulement les acolytes de Major, d'ailleurs, mais l'ensemble de la classe politique, des Libéraux-Démocrates aux Travaillistes compris, tant il est vrai que tous partagent le même respect pour le parasitisme des très riches, celui du capital.

François ROULEAU

Allemagne

ON CHANGE DE PRÉSIDENT

Arc.

Roman Herzog.

Le commun des mortels politisés, en France, aurait probablement parié que Kohl était président de la République allemande. Erreur ! Il est "chancelier" fédéral (cumulant grosso modo les fonctions de Mitterrand et de Balladur) et la présidence de la République est occupée, un peu comme sous la IVe République en France, par une personnalité qui n'est pas élue au suffrage universel, mais par un collège restreint de 1 320 grands électeurs (pour moitié députés du Bundestag et pour moitié députés des parlements régionaux), et dont la fonction est d'inaugurer les chrysanthèmes. Ces dernières années il exprimait entre autres affliction et regrets après les attentats racistes sans rien y faire bien sûr.

Depuis dix ans – deux mandats de cinq ans – c'est un aristocrate avec nom à particule, Richard von Weizsäcker, qui occupait la place. La digne éminence à cheveux blancs, homme de droite, aimait se dire au-dessus des mêlées politiciennes. A la suite de l'élection qui a eu lieu le week-end de la Pentecôte, il laisse la place à Roman Herzog, d'origine plus plébéienne, Bavarois jovial et débonnaire, dit-on, à la silhouette ronde, de confession protestante (on dit évangéliste en Allemagne) et membre de la CDU de Kohl.

Les médias semblent avoir quelque difficulté à dire si Herzog est un "conservateur nationaliste" ou un "libéral démocrate" ! Sûr que ce professeur de droit devenu président de la Cour constitutionnelle fédérale de Karlsruhe (la plus haute juridiction allemande) n'est pas un gauchiste ! Les anciens soixante-huitards se souviennent qu'en 1967, il avait blanchi les policiers responsables du meurtre d'un étudiant lors de la visite à Berlin du Chah d'Iran. D'autres rappellent que le Herr Professor Doktor a été en 1980 un ministre de l'Intérieur "dur" du Land de Bade-Wurtemberg. Mais Herzog a pour lui sa jeunesse – 60 ans ! – qui lui épargne tout passé nazi, à la différence de certains de ses prédécesseurs, d'un Heinrich Lübke par exemple, contraint de démissionner en 1969 après des révélations sur sa participation, comme architecte, à la construction de camps de concentration, d'un Karl Carstens qui avait été membre du Parti nazi, et même du tout dernier Richard von Weizsäcker qui, devant le tribunal de Nuremberg, avait défendu son père condamné à sept ans de prison.

Herzog était trop petit pour être nazi. Et tout récemment, en tant que premier juriste de l'Etat fédéral, il a rendu passible de sanctions pénales toute publication ou déclaration mettant en doute l'existence des chambres à gaz d'Auschwitz. C'était la moindre des choses, selon lui... pour assurer son élection qui n'était en effet possible qu'à la condition que le petit parti libéral FDP – qui n'a pas réussi à atteindre la barre des 5% de voix à différentes élections récentes, mais participe cependant au gouvernement de Kohl et détient quelques ministères importants – vote pour lui à ces présidentielles, si ce n'est au premier ou au deuxième tour ou le FDP a présenté et maintenu une candidate, du moins au troisième.

L'élection n'a été qu'une péripétie politicienne, en l'occurrence un coup marqué par Kohl en vue des élections législatives d'octobre prochain. En Allemagne jusque-là, ce sont souvent les voix du petit parti libéral qui ont fait pencher la balance en faveur de la CDU ou du SPD. Les libéraux en étaient ensuite remerciés par quelques postes de ministres dans un gouvernement de coalition. Mais il n'est pas toujours facile pour eux de choisir le bon cheval, surtout aujourd'hui où Kohl, qui était donné perdant il y a encore quelques semaines, semble remonter la pente depuis que des instituts économiques annoncent la reprise.

Les députés libéraux ont beaucoup tergiversé, mais ont finalement voté pour Kohl (par Herzog interposé), dans la perspective d'une reconduction de la coalition gouvernementale actuelle, et Kohl peut se féliciter d'avoir avancé de quelques cases dans le jeu de l'oie qui mène aux législatives et à sa reconduction (ou non) au poste de chancelier...

Michelle VERDIER

ARLETTE LAGUILLER

au nom de la liste LUTTE OUVRIÈRE s'adresse à vous

LO

Le texte ci-après est celui de la "profession de foi" envoyée aux électeurs, avant le 12 juin, au nom de la liste "Lutte Ouvrière" présentée aux élections européennes.

Travailleuses, travailleurs,

Oui, à l'occasion des élections à ce parlement européen de Strasbourg que personne ne connaît dans la population et dont tout le monde ignore le rôle, si même il en a un, je m'adresse, cette fois encore, plus particulièrement à vous, ouvrières et ouvriers, employés, salariés, retraités, chômeurs jeunes et vieux.

C'est que le parti que je représente, Lutte Ouvrière, est composé de gens comme vous, comme vous pourrez en juger par notre liste.

Parmi nos candidats, il n'y a aucun politicien professionnel, rien que des travailleuses et des travailleurs qui militent politiquement et syndicalement parmi leurs camarades de travail. Si deux d'entre eux sont conseillers municipaux, ils le sont dans des villes ouvrières, l'un à Creil où il y a les usines Chausson, l'autre à Montbéliard, où il y a les principales usines du groupe Peugeot. C'est le rôle qu'ils ont joué dans les luttes des travailleurs de ces entreprises qui les a fait élire.

L'Europe des douze est une tentative impérialiste des pays les plus industrialisés du continent pour protéger juridiquement leur sphère d'influence économique. Il ne s'agit ni de défendre les consommateurs, ni de défendre les salariés, ni les peuples en général.

Les monopoles financiers et industriels d'Allemagne, d'Angleterre et de France ne peuvent exister sur le terrain mondial où la concurrence fait rage que s'ils arrivent à s'entendre à l'échelle du continent. Dans le monde, d'autres puissances font de même. Le Japon est en train de faire pareil en Asie. Et les Etats-Unis forment maintenant un bloc avec le Canada et le Mexique et bientôt une partie de l'Amérique Latine. Car comme en Europe, les plus petites puissances n'ont pas le choix et doivent s'associer malgré elles.

Pourtant, il est vrai que l'économie étouffe dans les frontières nationales.

Aujourd'hui, où l'on peut avec un téléphone de poche appeler le monde entier, les frontières ne veulent plus rien dire. Vu d'un satellite, aucune frontière n'est visible sur terre car les frontières ne sont pas naturelles. Les nationalismes sont dépassés, réactionnaires. Il n'y a qu'à voir à quoi elles conduisent dans l'ex-URSS, dans l'ex-Yougoslavie, en l'Afrique.

Oui, l'avenir est à une Europe et à un monde sans frontières. Mais ce n'est pas le capitalisme générateur de concurrence, de crise, de chômage, qui les construira vraiment. Il faudrait pour cela supprimer non seulement les intérêts nationaux, mais aussi tous les intérêts privés qui monopolisent les capitaux, les industries, les commerces, les échanges. Oui, il faut rationaliser la production pour produire ce qui est nécessaire sans que les fruits du travail humain périssent parce qu'ils ne peuvent être vendus, et sans qu'une fraction importante de la population soit rejetée dans la misère tandis que les autres doivent s'estimer heureux d'avoir du travail.

Aujourd'hui même, l'Europe peut voir ses monnaies s'effondrer sous les coups d'un seul homme : un spéculateur multi-milliardaire a pu, l'année dernière, obliger la Banque de France et la Bundesbank à dépenser des milliards pour soutenir le franc. Milliards que la population européenne a dû rembourser.

Ce ne sont pas les frontières qui nous protègent contre le chômage et nos capitalistes ne sont pas meilleurs que ceux du pays voisin.

Personne ne nous prend notre travail, c'est la classe bourgeoise qui nous en prend le fruit, avant de nous précipiter au chômage. Le chômage et le travail sont les deux bouts de la même exploitation, le premier ne servant qu'à faire baisser le prix du second.

Ne nous trompons pas d'ennemi, il n'est pas à l'extérieur, mais chez nous, car nos ennemis ce ne sont pas les autres travailleurs, ce sont nos propres capitalistes.

Les grands partis font de ces élections uniquement une question de politique intérieure, un galop d'essai avant les Présidentielles de l'année prochaine, tellement ils savent qu'ils n'ont rien d'essentiel à dire sur l'Europe.

Mais qui sont tous ces politiciens ! Depuis vingt ans que la crise a commencé, ils ont tous fait la même chose : ils ont diminué les impôts et les charges sociales des riches sous prétexte de permettre aux entreprises de créer des emplois. Les riches se sont enrichis encore plus, en prenant les avantages mais en licenciant de plus belle.

La liste de la majorité gouvernementale UDF-RPR conduite par Baudis est constituée de gens ouvertement au service du patronat, nous le voyons tous les jours.

Mais Rocard, qui conduit la liste socialiste, vaut-il mieux ? On l'a eu comme Premier ministre, sa politique on la connaît : le chômage s'est aggravé sous son gouvernement et il a mené exactement la même politique que ses prédécesseurs et que ses successeurs.

Tapie de son côté va conduire une liste dite de gauche, mais c'est un Berlusconi, provisoirement de gauche, et un licencieur qui a construit sa fortune en rachetant des entreprises pour les revendre après les avoir rentabilisées par des licenciements.

Quant au Parti Communiste, il est tout autant responsable de la situation actuelle et il l'est même plus vis-à-vis des travailleurs car c'est lui qui a le plus contribué à les tromper sur ce que ferait la gauche au pouvoir. C'est lui qui a renforcé le crédit de Mitterrand et du Parti Socialiste auprès des travailleurs. C'est le Parti Communiste qui a cautionné par sa présence au gouvernement les premiers gouvernements socialistes. Il le paie sur le plan électoral mais il n'a rien d'autre à proposer pour l'avenir qu'une nouvelle alliance avec Rocard.

Alors ils vont tous nous présenter des pseudo-solutions sur le chômage, le partage du travail, une nouvelle société à construire. Ils vont tenter de nous faire approuver des réductions de salaires, l'aggravation de la précarité de l'emploi, une diminution des protections sociales voire une augmentation de nos cotisations.

Même le Parti Communiste le fera, indirectement, car il mettra tôt ou tard les votes en sa faveur à la disposition de Rocard ou de Tapie comme il l'a fait avec Mitterrand.

Alors si nous, Lutte Ouvrière, nous présentons une liste, nous qui sommes à l'écart de toutes ces manoeuvres, c'est pour que la parole ne soit pas monopolisée par ceux qui se disputent en réalité le titre de meilleur serviteur de la bourgeoisie et du patronat. Nous voulons faire entendre, dans la mesure de nos moyens, les voix des salariés, des ouvriers, des employés, des retraités, des chômeurs.

Ni mes camarades, ni moi, ne vous dirons qu'on peut faire quoi que ce soit en faveur des travailleurs au parlement de Strasbourg. Tous ceux qui vous le promettent mentent effrontément.

Par contre, ce que nous promettons, c'est de vous dire quotidiennement ce qui s'y passe, ce qui se trame contre vous. Ce qu'aucun des candidats que vous avez élus dans les élections européennes précédentes n'a fait, ne fait ou ne fera.

Vous dire la vérité dans cette campagne, vous la dire encore après, voilà notre programme.

J'espère que vous serez nombreux à l'approuver en votant pour la liste que je conduis.

Arlette LAGUILLER

La liste de LUTTE OUVRIÈRE

1 - Arlette LAGUILLER
Employée, Crédit Lyonnais, Paris
2 - Christian DRIANO
Ouvrier, Peugeot, Sochaux
Conseiller municipal L.O. à Montbéliard
3 - Jacqueline LAMBERT
Ouvrière, LCC (Bourgogne-Electronique), Dijon
4 - Roland SZPIRKO
Ouvrier, Chausson, Creil (Oise)
Conseiller municipal L.O. à Creil
5 - Marie-Louise DUPAS
Infirmière, Centre hospitalier, Angers
6 - Patrice CRUNIL
Ouvrier, SNECMA, Gennevilliers (Hauts-de-Seine)
7 - Marie-France BELIN
Employée, Mairie de St-Nazaire
8 - Daniel BENARD
Mécanicien d'entretien, Renault, Flins (Yvelines)
9 - Chantal CAUQUIL
Employée d'assurances, AGF, Paris
10 - Abdelkrim SAADANI
Ouvrier métallurgiste, CEPEM, Orléans
11 - Nicole BAUDRIN
Sage-femme, Centre hospitalier, Lille
12 - Jean-Louis GAILLARD
Technicien, Roussel-Uclaf, Romainville (Seine-St-Denis)
13 - Nelly MALATY
Ouvrière en électronique, PNY-France, Mérignac (Gironde)
14 - Daniel LIOUBOWNY
Ajusteur-monteur, SNECMA, Villaroche (Seine-et-Marne)
15 - Christiane HAUCHERE
Employée, Chèques Postaux, Orléans-La Source
16 - Georges MILLOT
Employé de bureau, Hôpital Beaujon, Clichy (Hauts-de-Seine)
17 - Anne-Marie LAFLORENTIE
Employée, Thomson, Toulouse
18 - Paul PALACIO
Ouvrier, Renault Siège, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)
19 - Marie-Christine PERNIN
Laborantine, Hôpital Edouard-Herriot, Lyon
20 - Michel BRETON
Agent technique, Alcatel, Colombes (Hauts-de-Seine)
21 - Elisabeth PODGORNY
Ouvrière, Labinal, Villemur (Haute-Garonne)
22 - Serge FRANCESCHINA
Ouvrier chimiste, Rhône-Poulenc, Vitry-s/Seine (Val-de-Marne)
23 - Marie-Thérèse DEROCHE
Ouvrière métallurgiste, Chalon-s/Saône
24 - Martial COLLET
Ouvrier, Chaffoteaux, Saint-Brieuc
25 - Monique LEBORGNE
Infirmière, Hôpital Ste-Anne, Paris
26 - Roland CALMEL
Ouvrier, Rhône-Poulenc, Pont-de-Claix (Isère)
27 - Germaine BAUER
Employée, Crédit Lyonnais, Paris
28 - Raymond MADEC
Infirmier, Centre Hospitalier Régional, Rennes
29 - Josiane DUBOIS
Secrétaire, Alcatel-CIT, Vélizy (Yvelines)
30 - Michel DEBOEUF
Ouvrier métallurgiste, Leroy-Somer, Angoulême
31 - Annie SOUCHON
Employée, Caisse d'Allocations Familiales, Paris
32 - Liberto PLANA
Employé d'hypermarché, Perpignan
Conseiller aux Prud'hommes
33 - Annie RIEUPET
Employée, Chèques Postaux, Paris
34 - Yves THORAVAL
Préretraité FNE de la SNECMA
35 - Monique NIANG
Employée, Chèques Postaux, Dijon
36 - Jean-Jacques LACARRERE
Employé PTT Tri-PLM, Paris
37 - Catherine DUMON
Employée SNCF, Limoges
38 - Juan HEREDIAS
Electromécanicien, Renault, Cléon (Seine-Maritime)
39 - Armonia BORDES
Employée, Roussel-Uclaf, Romainville (Seine-St-Denis)
Conseillère aux Prud'hommes
40 - Gérard BARTHELEMY
Employé, Hôpital-Sud, Pessac (Gironde)
41 - Jocelyne SPERDUTO
Secrétaire, Sécurité Sociale, Paris
42 - Jean-Jacques PRODHOMME
Ouvrier à la Ville de Tours
43 - Laurence BOULINIER
Employée d'assurances, UAP, Paris
44 - Claude DUFOUR
Ouvrier électricien, A.I.A, Clermont-Ferrand
45 - Mireille LAMBERT
Infirmière, Hôpital Beaujon, Clichy (Hauts-de-Seine)
46 - Gérard BELOT
Ouvrier, GEC-Alsthom, Belfort
47 - Christiane DUPREY
Secrétaire, Renault Siège, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)
48 - Régis DEBLIQUI
Ouvrier, Lever, Haubourdin (Nord)
49 - Danièle HANRYON
Ouvrière câbleuse, GEC-Alsthom, Saint-Ouen (Seine-St-Denis)
50 - Yves CHEERE
Ouvrier de fabrication, Renault, Le Mans
51 - Annick JOLIVET
Enseignante, Moyeuvre-Grande (Moselle)
52 - Jean-Paul MACE
Electromécanicien, Chausson, Gennevilliers (Hauts-de-Seine)
53 - Colette CORDAT
Infirmière, Centre hospitalier, Bourges
54 - Jean-Pierre BOURRIAUD
Technicien, Télécoms Archives, Paris
55 - Michèle PUEL
Technicienne, Aérospatiale, Toulouse
56 - Jean-Pierre DALMAS
Employé, Crédit Lyonnais, Paris-La Défense
57 - Gisèle LAPEYRE
Agent hospitalier, Hôpital Charles-Nicolle, Rouen
58 - Etienne CHERBLANC
Ouvrier, Safety, Tours
59 - Laurence VIGUIE
Employée de bureau, Renault-Siège, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)
60 - Noël HENNEQUIN
Ouvrier, Peugeot, Sochaux
61 - Michelle LOUX
Technicienne-chimiste, Roussel-Uclaf, Romainville (Seine-St-Denis)
62 - André MOULIN
Employé, CLECIM, St-Chamond (Loire)
63 - Eliane LACAILLE
Employée, Hôpital, Belfort

LO

64 - Christian LECAT
Ouvrier mécanicien, Air-France, Orly (Val-de-Marne),
65 - Marie-France ROCHE
Aide-soignante, Hôpital, Besançon
66 - Philippe BRUNEAU
Tourneur, RVI, Vénissieux (Rhône)
67 - Danielle RICHÉ
Technicienne-chimiste, Rhône-Poulenc, Vitry-s/Seine (Val-de-Marne)
68 - Jean-Claude GRIFFOUL
Ouvrier mécanicien, RATP, Paris
69 - Claudine ROUSSIE
Infirmière, Hôpital Esquirol, Limoges
70 - Frédéric CASTELLO
Electricien d'entretien, SNECMA, Villaroche (Seine-et-Marne)
71 - Monique BONHOMME
Ouvrière retraitée en bonneterie, Troyes (Aube)
72 - Jean-Claude GARAULT
Ouvrier électromécanicien, Citroën St-Ouen (Seine-St-Denis)
73 - Marie-Adélaïde DOUBLET
Infirmière, Hôpital Ste-Anne, Paris
74 - Patrick GRENIER
Ouvrier, SNCM, Marseille
75 - Françoise BRUNET
Secrétaire Renault-Siège, Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine)
76 - Gilles BARRAULT,
Ajusteur, Michelin, Cholet (Maine-et-Loire)
77 - Paule LAURON
Employée de bureau, Groupe Malakoff, St-Quentin-en-Yvelines
78 - Etienne HODARA
Conseiller biologiste, Lunéville (Meurthe-et-Moselle)
79 - Noha HAMES
Employée d'assurance, UAP, Paris-La Défense
80 - Pierre BISSEY
Enseignant, Troyes (Aube)
81 - Madeleine LACROIX
Employée, Chèques Postaux, Paris
82 - Claude KUGLER
Enseignant, Strasbourg
83 - Sylvie CERVEAU
Employée, Sécurité Sociale, Bourges
84 - Georges MESTRES
Technicien métallurgie, Jeumont Schneider, Lyon
85 - Martine LEPLANQUOIS
Enseignante, Le Havre
86 - Maurice CHAYNES
Ingénieur, Télécoms, Montpellier
87 - Paulette DELPONT
Technicienne, Aérospatiale, Les Mureaux (Yvelines)

Réunions publiques avec les candidats

LAON
Samedi 4 juin
à 16h, Maison des Associations - Laon Plateau, avec Roland SZPIRKO, candidat de Lutte Ouvrière aux élections européennes, ouvrier aux usines Chausson de Creil.

TOULOUSE - LE MIRAIL
(Bellefontaine)
Mercredi 8 juin
à 20h30, centre Alban-Minville, salle passage de Jérusalem, avec les candidates Anne-Marie LAFLORENTIE, employée Thomson, et Michèle PUEL, technicienne Aérospatiale et Robert ROIG, technicien Aérospatiale.

LYON
Vendredi 10 juin
à 20h, salle La Cigale, 60, Avenue de Saxe, Lyon 3° (métro Foch) avec Marie-Christine PERNIN, Philippe BRUNEAU et Georges MESTRES.

CASTELGINEST
(Banlieue toulousaine)
Vendredi 10 juin
à 20h30 - Ecole Buffebiau avec Elisabeth PODGORNY, ouvrière à Labinal, candidate, Jean-Claude ESPINOSA, ouvrier à Labinal, Vincent COMBES, ouvrier à l'ABG-SEMCA.

MONTARGIS
Mardi 7 juin
à 20h30, Salle Henriet-Rouard, 6, rue Henriet-Rouard.

TROYES
Mardi 7 juin
à 20 h Salle Le Banian, Place Romain Rolland (Les Chartreux).

ORLÉANS
Jeudi 9 juin
à 20h30, salle Hardouineau.

BOURGES
Mercredi 8 juin
à 20h30, Hôtel des Syndicats (près de la Poste).

Dans les entreprises

SIFA - Orléans

LE PATRON N'EST PLUS À L'AISE !

A la SIFA, fonderie d'aluminium qui fabrique des culasses pour l'automobile et où travaillent 350 personnes, les salaires stagnent depuis des années. Depuis janvier, on chômait une semaine par mois, ce qui diminuait encore nos salaires de 500 F ou plus.

Le ras-le-bol s'est exprimé le 7 avril à l'occasion d'une journée d'action syndicale. Une quarantaine de travailleurs ont débrayé pour réclamer l'arrêt du chômage et la réouverture de négociations salariales. Le patron a tout promis, mais sans fixer d'échéances et a payé les trois quarts d'heure d'arrêt de travail.

Si le problème du chômage a été momentanément réglé – le patron a même cherché des volontaires pour travailler le jeudi et le vendredi de l'Ascension – celui des salaires ne l'était pas. Et le patron ne parlait plus de sa promesse de rouvrir des négociations salariales.

Dans la semaine précédant la Pentecôte, le mécontentement a grandi. Certains parlaient de refaire un débrayage. Le mercredi matin, le directeur, affolé, a téléphoné au patron qui est venu aussitôt de Paris. Celui-ci a appelé les délégués pour leur dire qu'il donnait 90 F dès le mois de mai et une prime de 300 F. Le lendemain, voyant que cela n'avait rien changé, il annonçait 90 F de plus.

Depuis, ça discute beaucoup dans les ateliers. Voyant le patron reculer, chacun se sent encouragé à mettre sur le tapis d'autres problèmes comme le fait de pouvoir prendre sa 5e semaine quand on veut, ou le 13e mois, systématiquement amputé quand on a été malade.

Le patron sent bien qu'il n'en a pas fini avec nous. Il voudrait le calme dans son usine sans débourser davantage. Alors il fait des gestes : sur le 13e mois, en dessous de 5 jours d'arrêt, il n'y aura plus de retenue ; sur la 5e semaine qui ne sera plus fixée arbitrairement ; sur les bleus de travail, alors qu'on n'avait rien demandé, il nous donne généreusement... deux chemises en plus ! Et le ton a changé. Alors qu'il disait non à tout, là, il y va comme sur des œufs. On sent qu'il n'est pas tranquille. C'est peut-être l'occasion de le faire reculer vraiment ?

Correspondant LO

LA MANIFESTATION DE "AC !" À PARIS

"La marche contre le chômage et l'exclusion" lancée par le collectif AC ! (Agir ensemble contre le chômage), il y a plus de deux mois, s'est terminée le samedi 28 mai à Paris, par une manifestation qui a rassemblé 40 000 personnes selon les organisateurs, 8 000 selon la préfecture de police.

Bien sûr, cela peut paraître peu en comparaison des 3,5 millions de chômeurs. Mais en fait l'initiative d'AC ! a rencontré de la sympathie. Et, pour une fois, ce sont des gens directement concernés par le chômage dont on a parlé dans la presse et à la télévision, et pas seulement des politiciens, de droite ou de gauche, qui sont venus doctement discuter du problème du chômage. Et c'est tant mieux.

Comme toujours, bien sûr, on a vu des soutiens plus qu'hypocrites se manifester à cette occasion. On a vu ainsi des représentants des patrons oser venir "apporter leur soutien" aux marcheurs ! Devant par exemple les usines Rhône-Poulenc à Vitry, et les usines Chausson à Gennevilliers – des entreprises qui sont en train d'augmenter le nombre de chômeurs en mettant, en ce moment même, des centaines, voire des milliers, de travailleurs à la porte – des représentants de la direction sont allés saluer les "marcheurs" venus rencontrer les travailleurs !

Et au Parlement, on a pu voir, outre le groupe parlementaire du Parti Communiste, ceux du Parti Socialiste et du RPR aimablement recevoir une délégation des "marcheurs" et lui assurer que le chômage était une de leurs préoccupations majeures. Les députés ont fait comme si le chômage était une fatalité et ne dépendait pas d'eux, alors qu'ils ont soutenu les gouvernements qui, au service exclusif du patronat, ont mené une politique qui a conduit au nombre de chômeurs qu'on connaît aujourd'hui, et qu'ils ont voté ou laissé passer ces lois chaque fois qu'il le fallait.

Même si l'appel d'AC ! se voulait large et "rassembleur", ce n'est évidemment pas ce soutien-là qui aidera à la lutte contre le chômage.

De ce point de vue d'ailleurs, il n'y a pas une lutte des chômeurs, mais une lutte de l'ensemble de la classe ouvrière, dont les chômeurs font partie. Contre les licenciements et les suppressions d'emploi, contre toute cette logique des patrons qui veulent abaisser le nombre des travailleurs pour mieux les mettre à leur merci, c'est tout un rapport de force qu'il faut inverser, contre les patrons et les gouvernants à leur service.

Sylvie FRIEDMAN

Crèches et centres de PMI du Val-de-Marne

ASSEZ DES GELS DE POSTES !

Deux fois en deux mois, le 28 avril puis le 19 mai, le personnel des crèches et des centres de PMI (protection maternelle et infantile) du Val-de-Marne a manifesté devant la préfecture de Créteil. Depuis quelque temps déjà, un mécontentement dû au manque de personnel se faisait sentir. Cela s'est accentué lorsque le Conseil général a voté des restrictions budgétaires en janvier 1994, amenant à des gels de postes et à des non-remplacements de départs pour l'ensemble des personnels départementaux.

En crèche et PMI, cela se manifeste par une aggravation des conditions de travail : changement d'horaire du jour au lendemain voire le jour même, rallongement de la coupure de repas afin d'assurer les fermetures de services, surcharge de travail pour les collègues qui restent.

Certaines collègues parties en mutation ou en formation ne sont pas remplacées. D'autres, en longue maladie, continuent d'être comptées dans les effectifs malgré leur absence. Les directrices sollicitent de plus en plus les femmes de ménage pour assurer l'accueil des enfants le matin et les gardes pour aider les auxiliaires-puéricultrices dans la journée, en plus de leur travail. Les cuisinières et lingères sont appelées à venir donner un coup de main dans les services. Les éducatrices sont envoyées en remplacement au coup par coup. Certaines collègues vont aider dans d'autres services sans trop connaître les enfants.

La fatigue, l'énervement et même l'épuisement s'accumulent. Le personnel, ainsi que les enfants ou les parents ne s'y retrouvent plus.

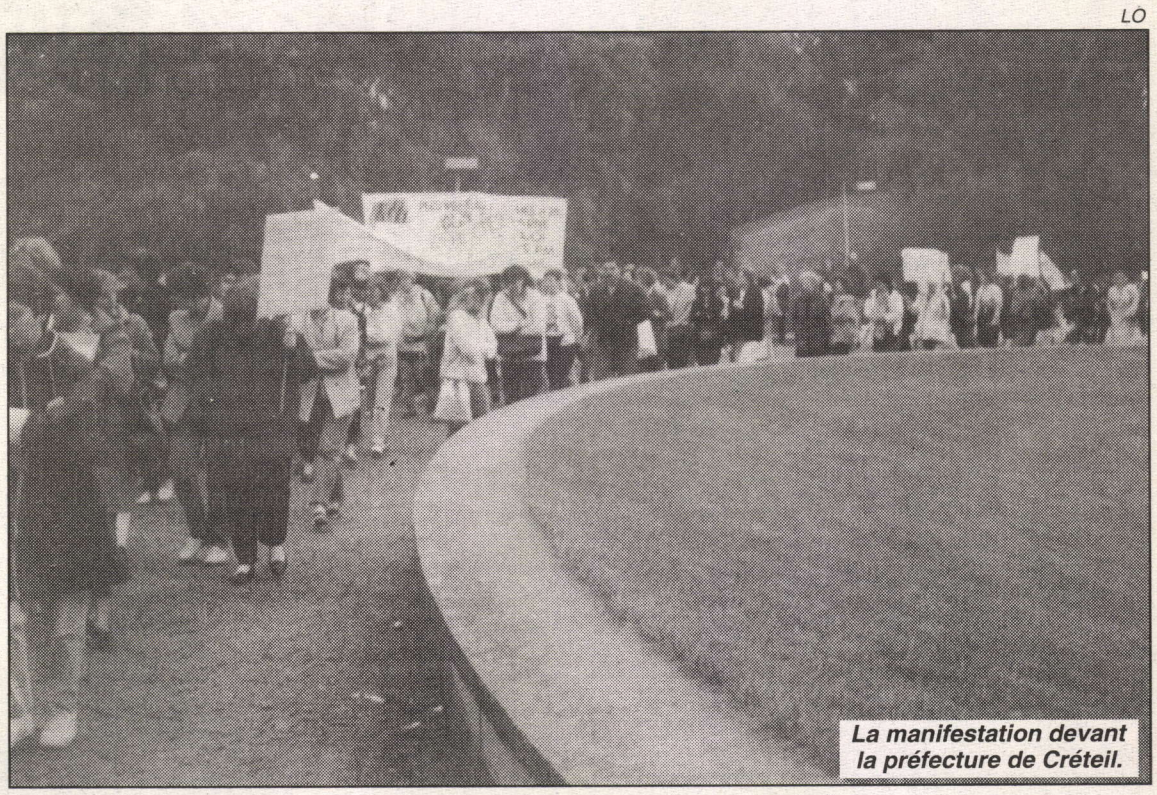
Le 28 avril, nous étions une centaine à nous être déplacées et à intervenir auprès du Conseil général pour demander l'arrêt du gel des postes et l'embauche. En réponse, un représentant nous avait parlé des difficultés budgétaires. Plusieurs grévistes lui avaient dit que, de la part d'élus de gauche (PC), on aurait pu s'attendre à un autre langage.

Enfin, nous avons profité de la journée de grève appelée par la CGT, le jeudi 19 mai. Le matin, à 300, auxiliaires-puéricultrices, puéricultrices, infirmières, agents techniques, éducatrices de jeunes enfants... et parents, nous sommes revenus manifester devant la préfecture. Après avoir coupé la circulation, nous sommes entrés à l'intérieur. Sur les banderoles déployées, tout le monde pouvait lire : *"Postes gelés, enfants en danger"*, *"Crèches-consignes-garderies, non !"*, *"Les enfants ne sont pas des jouets"*.

Le président du Conseil général s'est donc vu rappeler la situation catastrophique pour les crèches et les PMI : 125 postes vacants, plus les nouveaux gels de postes. Il a essayé de se justifier en agitant l'épouvantail de la droite et affirmé qu'il n'y aurait pas de gels de postes et que le département venait de faire des appels de recrutement. Mais aucun chiffre n'a été donné.

Il y a donc toutes les raisons de ne pas se contenter de ces promesses et de se préparer à d'autres mobilisations.

LO



La manifestation devant la préfecture de Créteil.

Écho des entreprises

Un pas en avant, deux pas en arrière

La direction de la SNECMA n'aime pas se salir. Obligée de mettre un genou à terre, elle s'est engagée à embaucher les 6 jeunes qui terminent leur contrat de qualification dans deux semaines. C'était sous la pression de deux débrayages... qui n'étaient pour beaucoup d'entre nous qu'un avertissement, que nous irions plus loin si nécessaire.

Mais nos directeurs font mine aujourd'hui d'avoir en réserve d'autres solutions comme de les faire embaucher ailleurs qu'à la SNECMA.

Pour faire respecter notre volonté et le souhait des 6 jeunes, nous n'aurons d'autre solution que de mettre nos menaces à exécution...

Extrait des bulletins *Lutte Ouvrière* SNECMA - Corbeil.

CASE (Vierzon)

CONTRE LES LICENCIEMENTS

USINE OCCUPÉE

Mercredi 25 mai, la grève a redémarré à la CASE à Vierzon.

En avril, lorsque la direction avait annoncé la fermeture de l'usine pour la fin de l'année, nous nous étions déjà mis en grève et, pendant une semaine, utilisant les backoes (gros tracto-pelles de chantier) fabriqués à la CASE, nous avions manifesté, bloqué les rues et la gare. Le travail avait repris, mais dans les ateliers, le directeur et son chef du personnel qui avaient été séquestrés n'osaient plus trop venir nous voir.

Depuis des mois les réunions se multiplient. On parle de plan social, de repreneur, de maintien du site, mais rien de concret nous concernant n'est annoncé. Nous avons tous l'impression qu'on nous mène en bateau.

Ce que nous savons, par contre, c'est que les travailleurs de l'usine de Neutz en Allemagne, à la suite d'une grève de six semaines, ont obtenu 23 millions de centimes en moyenne par licencié. C'est de cela que la plupart d'entre nous aimeraient que l'on parle dans les négociations, même si l'idée de conserver son travail reste dans les têtes.

Alors, le 25 mai, alors que l'intersyndicale annonçait une énième réunion, le ton a monté dans les ateliers. Nous voulions une réunion dès le lendemain, avec du concret. Il y en avait ras le bol des palabres inutiles, ras le bol aussi de ne pas être informés ; la colère a repris le dessus, les bureaux ont été envahis, les backoes ressortis pour bloquer les portes de l'usine, le directeur et son chef du personnel enfermés dans leur bureau. L'après-midi, les 270 employés et ouvriers avaient cessé le travail. L'usine était paralysée.

Dans la soirée, nous apprenions que le tribunal de Bourges allait siéger. Il a siégé toute la nuit, nous a-t-on dit. Ordre était donné à la force publique de libérer les directeurs et sept délégués devaient être condamnés à payer 3,25 millions de francs chacun pour vol et effraction. Cette dernière condamnation a été prise à la plaisanterie. On voyait difficilement comment il aurait été possible de payer ce qui équivaut à 30 ans de salaire. L'un disait : *"En ce moment, je suis plutôt en découvert"* ; un autre : *"Le chèque, on le fait au nom de qui ?"*. Mais cette intimidation s'est accompagnée d'une autre plus concrète : la venue des CRS.

Le jeudi matin à 5 heures, franchissant le barrage des backoes, une cinquantaine d'entre eux ont délivré les directeurs bloqués. Puis, avec leurs cars, ils se sont installés aux portes de la gare, en face de l'usine, pour éviter sans doute toute irruption des backoes sur les voies ferrées.

Dans la journée du jeudi, 80 backoes ont été installés dans les rues autour de l'usine. Durant le week-end, une voie a été ouverte dans la rue principale, au milieu des engins alignés. L'intersyndicale parle de reprendre les discussions avec le PDG de CASE (Europe), mais nous sommes nombreux à vouloir des réponses concrètes, et décidés à ne pas reprendre sans avoir des garanties sur notre avenir et surtout sur ce que la direction est prête à céder.

Correspondant LO

CHAUSSON (Gennevilliers)

ON NE LA FERME PAS !

Le dernier plan de licenciement à peine effectué, la production redémarrait chez Chausson. Ce n'est sans doute que provisoire et lié à la constitution de stocks en vue d'un prochain mauvais coup, mais depuis le mois de mars et jusqu'en juillet, les cadences sont devenues intenables : à l'usine de Gennevilliers (ou ce qui en reste), les effectifs ont baissé de 14 %, et la production a augmenté de 10 % ! Alors que nous avons connu les vendredis chômés, au moment où la direction avait à justifier son plan de licenciement, nous en sommes revenus non seulement aux vendredis travaillés, mais aux heures supplémentaires les samedis de juin.

Face à cela, le ras-le-bol se fait de plus en plus sentir dans les ateliers. Le premier coup de colère spectaculaire s'est produit au moment de la paye du mois dernier, où spontanément, l'ensemble des ateliers a arrêté pendant plusieurs heures. La direction générale a alors trouvé, miraculeusement, des crédits pour verser une prime de 1 000 francs.

Elle croyait sans doute avoir calmé le jeu, mais depuis, des débrayages spontanés contre les cadences, contre le resserrement de la discipline et l'attitude de certains chefs, se multiplient.

Pour exemple, ce qui s'est passé à l'atelier des presses le jeudi 26 mai. Un ancien de l'atelier, ouvrier professionnel, avait dû s'absenter à l'improviste une journée. A son retour, il a été convoqué par le chef d'atelier, traité plus bas que terre et le chef lui a dit pour conclure : *"Si tu continues, je te remets sur chaîne avec les Bougnoules"*...

Tout le monde aux Presses fut rapidement au courant et c'est l'ensemble de l'équipe du soir, OS et professionnels, qui partit à la direction pour protester. Le chef du personnel désavoua immédiatement le chef de l'atelier, mais par ailleurs refusa de payer les vingt minutes passées à aller protester. De nombreux travailleurs déclarèrent qu'on ne pouvait pas à la fois leur donner raison et leur coller une amende. Et le débrayage continua !

Devant la détermination, la direction envoya le chef d'atelier présenter publiquement ses excuses. Poussé par les autres cadres, il les répéta même plusieurs fois ! Mais la direction ne payait toujours pas l'arrêt de travail. Ce qui fait que l'atelier des presses décida de bloquer toute l'usine jusqu'à la fin de l'équipe. Le chef d'atelier dut également présenter ses excuses à l'équipe du matin.

Cet épisode, ainsi que quelques autres, a eu lieu alors que continuent à peser les menaces sur l'emploi. Le tribunal de commerce doit prochainement statuer sur la poursuite ou pas de l'activité de l'entreprise. Mais cela ne nous fait pas courber la tête. Comme le disait un camarade devant un chef du personnel : *"La fermeture, c'est pas la fermeture de notre gueule !"*

Correspondant LO

AU PASSAGE...

La "marche nationale des chômeurs" faisait halte devant l'usine Chausson, vendredi 27 mai, au changement d'équipe. Et quelle ne fut pas notre surprise de voir la direction sortir pour *"recueillir le message"* !

Un peu comme les assassins qui présentent leurs condoléances à la famille.

Hôpitaux contre la "circulaire Veil"

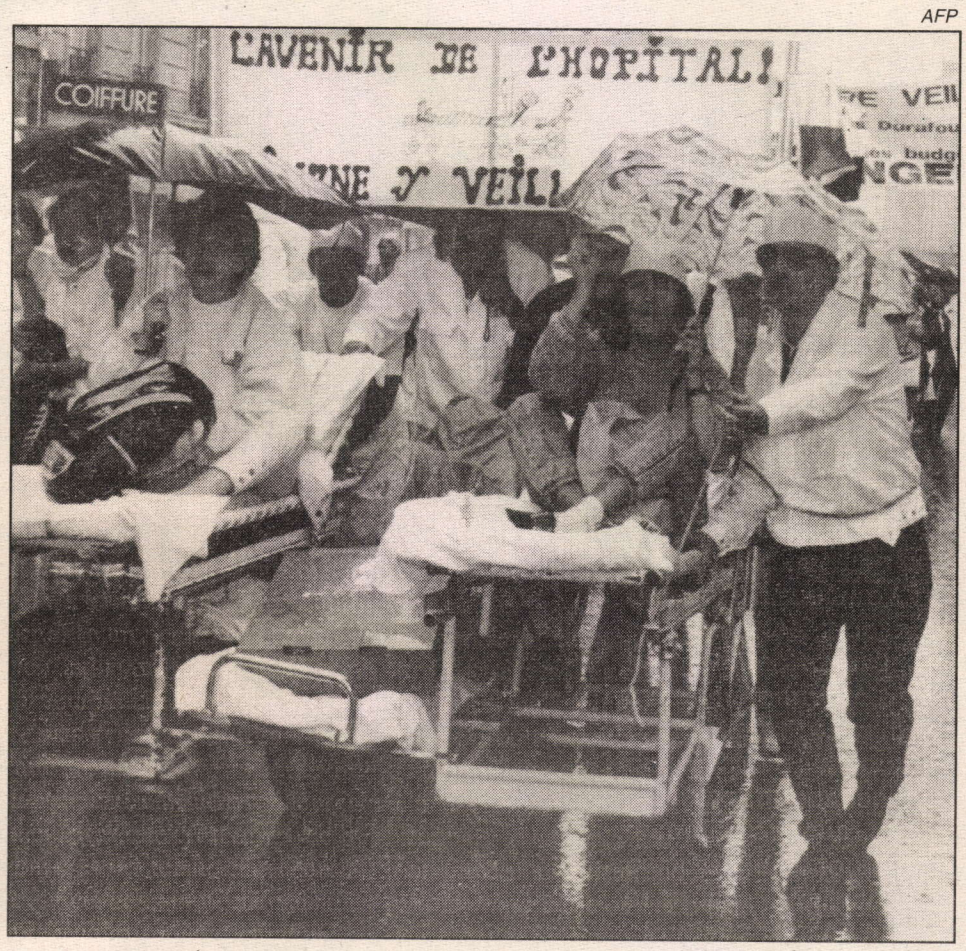
LA MANIFESTATION DU 26 MAI

Entre deux et trois mille hospitaliers se sont rassemblés devant la Pitié-Salpêtrière, jeudi 26 mai pour manifester contre la "circulaire Veil" qui programme l'austérité dans les hôpitaux. Il y avait un gros cortège d'élèves-infirmières, dynamiques, défilant au son des slogans *"Elèves en colère", "Veil, enlève ta circulaire !"*.

Parmi les hôpitaux les plus représentés, celui de Tours défilait avec une banderole *"Stérilisation en grève"*. Très remarqués, ceux du CHR de Besançon, venus nombreux, ont dépassé toute la manifestation avec un brancard et des perfusions de toutes les couleurs, scandant *"Veil, abrogation de la circulaire"* et *"A l'hôpital il y a trop de travail, à l'extérieur il y a trop de chômeurs, embauchez, embauchez les chômeurs !"* En fin de manifestation, le cortège de l'hôpital psychiatrique Sainte-Anne était dynamique.

Même si ce n'est pas encore de façon massive, il y a un mécontentement dans les hôpitaux qui s'exprime, plus en province qu'en région parisienne. Cela, malgré la façon dispersée et floue dont les directions nationales des différents syndicats programment, chacune leur tour, des journées d'action : le 10, puis le 26 mai, par le CRC et la CNI ; le 17 mai par FO et par la CGT localement ; le 19 mai et le 2 juin dans les hôpitaux psychiatriques ; le 14 juin par la CGT...

AFP



Hôpital Sainte-Anne (Paris) :

LES JOURNÉES D'ACTION TROUVENT DU RÉPONDANT

A l'hôpital Sainte-Anne, pour la quatrième fois depuis le 10 mai, nous nous sommes mis en grève, le jeudi 26 mai, contre l'annualisation du temps de travail, mais aussi contre les suppressions de lits et de postes, et aussi à cause du ras-le-bol général.

Nous étions 117 à une assemblée générale et environ 200 à la manifestation, toutes catégories confondues (kinésithérapeutes, ouvriers, administratifs, aides-soignants, agents), avec les mots d'ordre de circonstance : *"A l'hôpital Sainte-Anne, on vire les malades, on ne peut plus les soigner, on les envoie mendier. Embauchez !", "A l'hôpital on fait trop d'heures, à l'extérieur il y a trop de chômeurs, embauchez !"* ou même... *"Le trou de la Sécu, c'est comme le trou du cul : sans fondement"*..!

Dans plusieurs services, le personnel se déclarait en grève, avec un sparadrap *"en grève"* collé sur la poitrine ou dans le dos pour le rappeler aux chefs. Un des ateliers était complètement en grève. A la cuisine et à la cantine, le personnel avait été réquisitionné. Ils avaient délégué quelques collègues à l'AG et à la manifestation.

Tout le monde est attentif à l'évolution du mouvement. Certains ont des nouvelles de leur région d'origine et racontent ce qu'ils savent. Il s'agit, comme le disait l'un d'entre nous à l'AG qui s'est tenue au lendemain du 26, de se mobiliser plus encore et de préparer la prochaine journée. On parle du 14 juin...

Correspondant LO

Centre hospitalier Esquirol (Limoges)

IL FAUDRA PAYER !

Depuis le 26 mai, des mouvements de grève ont lieu à l'hôpital Esquirol de Limoges pour obtenir le paiement des augmentations de salaires dues aux catégories B depuis août 1993 et pour protester contre la circulaire Veil et les fermetures de lits dans la région.

Déjà, quelques semaines avant, une pétition pour le paiement des reclassements avait rassemblé 350 signatures. C'est la délégation chargée de les remettre à la direction qui avait décidé d'appeler à la grève et à un rassemblement le 26 mai à la DDASS. La CGT déposait un préavis de grève reconductible, le lendemain FO et le CRC se joignaient au mouvement.

Le 26 mai, environ 100 personnes ont envahi la DDASS, et obligé deux responsables à répondre aux questions dans les couloirs. Une réunion de directeurs pour discuter de la répartition de l'enveloppe miraculeusement arrivée était prévue pour le 31 mai.

Les 100 personnes présentes ont décidé alors d'une nouvelle journée de grève et d'un nouveau rassemblement le 31 mai à 9 heures, au moment de cette réunion. Et ce mardi 31 mai, 120 personnes se sont retrouvées à la DDASS, ont grimpé de nouveau dans les bureaux et interpellé cette fois le directeur de la DDASS : celle-ci ferait ce qu'il faut pour que la direction puisse verser l'argent sur la paye de juillet au moins...

Mais le personnel d'Esquirol, sachant que la direction pouvait avancer les sommes pour juin, s'est mis à chercher les directeurs. Ne les trouvant pas à la DDASS, on décida d'aller les chercher à Esquirol !

Une cinquantaine de voitures se retrouvèrent alors devant l'entrée de l'hôpital et bouchèrent la rue pendant une heure environ, tandis qu'un groupe d'une cinquantaine d'infirmiers faisait les bureaux directoriaux. Le directeur général s'étant enfui précipitamment, la directrice du personnel étant absente, on dénicha enfin, tapi au fond de son bureau, le directeur des services économiques, particulièrement impopulaire sur l'hôpital. Après l'avoir bloqué un quart d'heure dans son bureau, il fut laissé livide et sans voix avec un rendez-vous pour le jeudi 2 juin, les grévistes ayant décidé, avant de quitter la DDASS, d'une nouvelle journée de grève et d'un nouveau rassemblement ce jour-là... A suivre !

Correspondant LO

Hôpital de Brabois (Nancy)

TROISIÈME GRÈVE, TROISIÈME MANIFESTATION

Vendredi 27 mai, à l'occasion de la journée appelée par la Coordination infirmière et le CRC, à Nancy des hospitaliers ont fait grève et manifesté contre la circulaire Veil, pour la troisième fois en un peu plus d'un mois.

Quelques jours avant, à l'hôpital de Brabois, une assemblée de quatre-vingts personnes s'était prononcée pour la grève et une manifestation à Nancy, avec la volonté d'entraîner des collègues.

Le nombre des grévistes, un peu plus de trois cents sur l'ensemble du CHU de Nancy, était le même que les fois précédentes, mais ce n'étaient pas toujours les mêmes personnes et les mêmes services. Il faut aussi préciser que cette fois seule la CGT appelait localement, FO ne s'était pas associée à cette journée d'action et la CFDT du CHU continue semble-t-il à soutenir la circulaire Veil même si ça ne se fait pas sans remous.

Nous nous sommes retrouvés à plus de cent à l'hôpital central, et, après une manifestation particulièrement tonique dans les rues de Nancy, nous sommes revenus à la direction générale qui ne s'attendait pas à nous revoir ! Un peu désemparé, le directeur général adjoint ne voulait recevoir qu'une délégation de dix, puis quinze personnes, mais nous n'avions pas fait le déplacement pour attendre derrière une porte, et il a bien dû s'expliquer devant tout le monde. La direction n'a pas voulu se mouiller, mais a tout de même déclaré que Simone Veil allait refaire sa circulaire et qu'en attendant nous conservions nos vingt-sept congés annuels et nos deux jours de "boni".

Correspondant LO

6 juin 1944

LE DÉBARQUEMENT EN NORMANDIE, UNE ÉTAPE DÉCISIVE DE LA GUERRE IMPÉRIALISTE

Le cinquantième anniversaire du Débarquement allié en Normandie est le prétexte à un vaste "bourrage de crâne", sur le sens de cet événement. Une dizaine de chefs d'Etat, dont Bill Clinton, sont attendus sur les plages du débarquement pour célébrer le *"jubilé de la liberté"*. Les médias se mobilisent pour célébrer ce qu'on nous présente comme l'épisode majeur d'une *"guerre morale"*, *"d'une croisade antifasciste"*, pour la *"liberté"* et la *"démocratie"*.

En réalité, le débarquement du 6 juin 1944 inaugurait la phase finale de la lutte des puissances impérialistes anglaises et américaines contre la puissance impérialiste allemande. Il inaugurait une période où l'impérialisme américain allait s'imposer à l'ensemble de ses concurrents, qu'ils soient "amis" ou "ennemis" en cette année 1944. Dans l'immédiat, le débarquement et ses suites se traduisirent avant tout pour la population par des souffrances inouïes. Des deux côtés, les états-majors mirent en jeu toutes leurs forces, c'est-à-dire toute leur "chair à canon". Leur stratégie était identique : obtenir la reddition de l'adversaire par un bain de sang et ne pas hésiter à bombarder ou à mitrailler les civils.

Dans les territoires "libérés" par les armées alliées, il n'était pas question de laisser à la population le moindre pouvoir de décision. Partout, des rouages étatiques, coupés d'elle et au service des possédants, furent remis en place.

Même si les armées alliées furent en général accueillies avec soulagement par la population française, car elle y voyait la fin du cauchemar de la guerre, les généraux alliés se tenaient prêts à intervenir contre cette même population en cas de besoin.

En France, les dirigeants américains avaient initialement prévu d'exercer directement le pouvoir au travers d'un organisme militaire, comme ils l'avaient fait en Italie à la suite de leur débarquement en juillet 1943 et comme ils allaient le faire en Allemagne en 1945. Finalement, après le débarquement du 6 juin 1944, les Etats-Unis n'eurent pas recours en France à cette formule car de Gaulle et ses partisans s'avérèrent capables d'occuper politiquement et administrativement le terrain libéré par les blindés anglo-américains.

Arc.

Les dangers liés à un vide étatique étaient une préoccupation majeure aussi bien des Alliés, de de Gaulle et de ses hommes que du régime de Vichy. Le problème de la vacance du pouvoir se posa de façon particulièrement aiguë dans le Sud-Ouest et dans le Centre à la suite du débarquement américain du 15 août 1944 en Provence. Les armées allemandes se repliaient, l'appareil de Pétain était ébranlé, parfois chassé par les maquis et un autre appareil d'Etat ne prenait pas toujours immédiatement le relais.

C'est là que la caution et le soutien inconditionnel du PCF à ce général réactionnaire qu'était de Gaulle s'avéra particulièrement précieux, pour étouffer dans l'œuf le moindre trouble social, et pour remettre en place un appareil d'Etat bourgeois présenté comme issu de la Résistance, mais où bon nombre de policiers, de juges et de fonctionnaires qui avaient servi le régime de Vichy purent s'intégrer sans problème. Voilà pour *"la victoire de la liberté et de la démocratie en France"*, telle que la glorifient certains plumitifs aujourd'hui.

Quant à la population allemande, elle allait être traitée systématiquement en ennemie par les Alliés. Plus particulièrement, leur but fut de terroriser la classe ouvrière allemande pour l'empêcher de renouer avec ses traditions révolutionnaires.

Par contre, les armées alliées maintinrent en place de nombreux fonctionnaires du IIIe Reich. Un certain nombre de bourreaux nazis trouvèrent de l'embauche dans les services secrets américains.

La mascarade commémorative actuelle nous ressort les mêmes mensonges qu'il y a cinquante ans sur la défense de la *"Paix"*, de la *"Liberté"* ou de la *"Démocratie"* qui auraient été les seuls buts des tenants du système capitaliste. On ne sait jamais : si cela redevenait nécessaire pour la défense de leurs marchés et de leurs coffres-forts, ils seraient toujours prêts à envoyer les peuples à la boucherie...

J.-P. CALVI

LES CALCULS STRATÉGIQUES ANGLO-AMÉRICAINS

L'idée d'un débarquement à l'Ouest contre l'Allemagne avait été proposée par Staline dès l'été 1941. Mais les Etats-Unis n'entrèrent en guerre qu'en décembre 1941, à la suite de l'attaque de leur flotte par le Japon à Pearl Harbor. Dans un premier temps, ce furent leurs intérêts directs, leurs marchés dans le Pacifique et le Sud-Est asiatique qui furent menacés et qu'ils se préoccupèrent de défendre. Ils n'ignoraient pas pour autant que l'impérialisme allemand était à terme l'adversaire le plus dangereux. Mais ils n'étaient pas pressés d'en découdre avec l'Allemagne, d'autant plus qu'Hitler, en attaquant l'URSS, l'affaiblissait et s'affaiblissait lui-même en retour.

En 1942, les gouvernements alliés et en particulier Churchill promirent à Staline la création d'un deuxième front en Europe. Un raid dont la préparation avait été bâclée fut lancé sur Dieppe le 19 août 1942 pour tester la solidité du "mur de l'Atlantique", c'est-à-dire du système de défense allemand à l'Ouest. Ce fut un fiasco complet. Sur les 5 000 soldats engagés (pour la plupart des Canadiens), 3 369 furent tués, blessés ou faits prisonniers. Les stratèges alliés accueillirent l'événement d'un cœur léger, en prétendant que l'opération avait fourni des renseignements précieux.

Peu après, le débarquement anglo-américain le 8 novembre 1942 en Afrique du Nord donna la possibilité à de Gaulle d'avoir une base territoriale "libérée", un peu plus conséquente que le studio de la BBC à Londres. Mais il ne suffisait pas à soulager le front russe.

La résistance héroïque et finalement victorieuse de l'armée et de la population soviétiques entraîna la capitulation de l'armée allemande de von Paulus à Stalingrad en janvier 1943. Les Américains et les Anglais ne pouvaient plus courir le risque de laisser l'armée soviétique vaincre seule l'impérialisme allemand. En juillet 1943, ils ouvrirent un nouveau front contre les puissances de l'Axe en débarquant en Sicile. Enfin, à la conférence de Téhéran en novembre 1943, Roosevelt, Churchill et Staline décidèrent cette fois d'un commun accord un débarquement allié à l'Ouest.

Les Alliés anglo-américains étaient d'autant plus enclins à tenir compte de la force que représentait Staline qu'elle pouvait s'avérer indispensable pour écraser d'éventuels soulèvements révolutionnaires dans la partie de l'Europe qu'ils étaient en train d'occuper. Churchill, de son côté, aurait préféré un débarquement dans les Balkans pour protéger les intérêts britanniques en Méditerranée, face à l'avance soviétique.

Mais il s'inclina devant le point de vue de Roosevelt, pour qui le débarquement en Normandie apparaissait comme la solution la plus rapide pour battre l'armée allemande.

(Voir en pages suivantes la suite de notre dossier)

De Gaulle, Roosevelt, Churchill, des relations difficiles

LA COURSE POUR METTRE EN SELLE UN POUVOIR DE RECHANGE

Arc

Yalta (février 1945) : Churchill, Roosevelt et Staline préparent l'après-guerre.

Quel pouvoir mettre en place dès l'occupation du littoral normand entre Cherbourg et Ouistreham ?

Les Etats-Unis avaient prévu de l'exercer directement au travers d'un organisme militaire, l'AMGOT (Administration militaire alliée des territoires occupés), prenant en main toutes les fonctions politiques et économiques, occupant les postes de préfet, maire, etc. C'est le régime qu'ils appliquèrent à l'Allemagne au cours de son occupation. Les Américains avaient même fabriqué une monnaie spéciale à destination du territoire français qu'ils occuperaient.

L'appui du PCF à de Gaulle

La formule de l'AMGOT n'était évidemment pas du goût de de Gaulle qui, depuis le 18 juin 1940, prétendait au titre de représentant des intérêts de la bourgeoisie française. Lors de l'occupation de l'Algérie par leurs troupes, les dirigeants américains avaient d'abord misé sur l'amiral Darlan, l'ancien dauphin de Pétain. Après l'assassinat de Darlan, leur poulain fut le général Giraud qui leur semblait bien plus malléable que de Gaulle. Mais, à Alger, de Gaulle avait finalement réussi à s'imposer comme chef de l'ensemble des mouvements de résistance. Il avait bénéficié de l'appui du PCF, entré dans le Conseil national de la résistance (CNR) en 1943. La mise au placard de Giraud par de Gaulle n'était plus qu'une formalité. Mais il y avait encore de la distance entre la coupe et les lèvres, c'est-à-dire sa reconnaissance par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne comme seul et unique représentant des intérêts français.

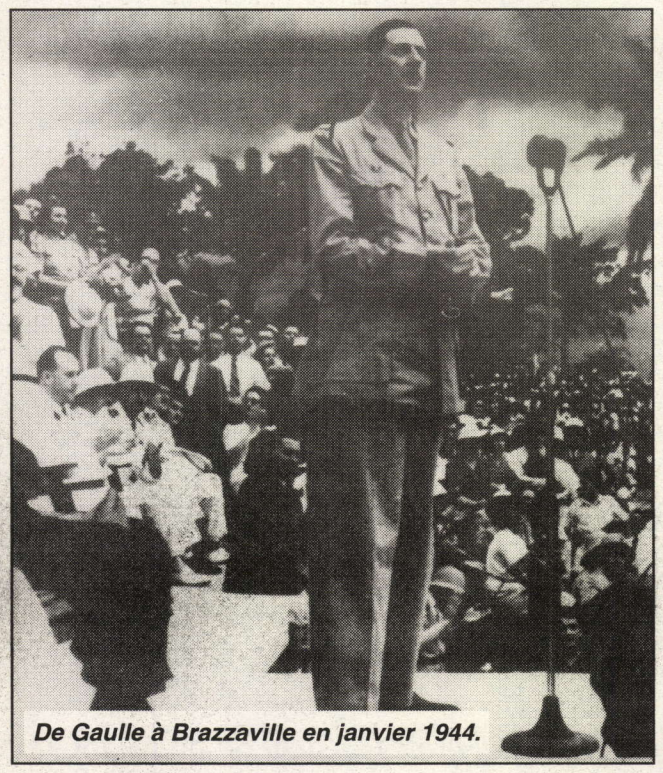
Le 3 juin 1944, de Gaulle transforma le CNR en gouvernement provisoire et il y fit entrer deux ministres du PCF, Grenier et Billoux. Mais les Alliés se gardèrent bien de reconnaître ledit gouvernement. Ils attendirent septembre, après sa mise en place le 31 août à Paris, pour le faire.

En attendant, les Alliés considérèrent de Gaulle plus comme un gêneur que comme un partenaire. Ils ne le mirent au courant du débarquement en Normandie que 48 h avant le jour J !

De Gaulle prit ainsi connaissance avec fureur d'une proclamation d'Eisenhower prévenant la population française que le chef des forces alliées détenait tous les pouvoirs. Le nom de de Gaulle n'était même pas cité, celui-ci commença une grosse bouderie et refusa d'envoyer avec les troupes alliées ses officiers de liaison prévus pour mettre en place une administration à ses ordres. Il n'en envoya qu'une vingtaine pour "observer".

De Gaulle ne renonçait pas pour autant à se placer. Le 6 juin, il déclara à la BBC : *"Bien entendu, c'est la bataille de France et c'est la bataille de la France !"*. Cela relevait beaucoup de la méthode Coué. Les "forces françaises" engagées sur les plages normandes étaient dérisoires : en gros, 24 navires sur un total de 5 500 auxquels il faut ajouter un commando de 177 soldats. De Gaulle écrivit dans ses mémoires que *"l'épée de la France"* était *"courte"* à ce moment-là. En fait, les moyens de pression de de Gaulle pour se faire reconnaître des Alliés n'étaient pas militaires, mais politiques.

Violet



De Gaulle à Brazzaville en janvier 1944.

Bayeux, une répétition

Ce n'est que le 14 juin que Roosevelt et Churchill autorisèrent de Gaulle à débarquer lui-même en Normandie, sur les traces des blindés alliés. Et encore ! Il devait réembarquer le soir même pour Londres après avoir visité Bayeux et Isigny. Mais cette prestation de de Gaulle sur le littoral normand fut décisive pour son avenir politique. Il débarqua avec quelques collaborateurs destinés à mettre en place une administration toute dévouée à sa personne. Il disposait aussi d'une cantine contenant 25 millions de billets de banque français pour ses fonctionnaires et pour ne pas donner aux Américains de nouveaux prétextes à placer leur "fausse monnaie".

Ces derniers avaient déjà commencé à la mettre en circulation. L'on vit des habitants de la région tenter de l'utiliser pour payer leurs impôts en avance. Du jamais vu !

De Gaulle accourait donc, selon ses propres termes, pour *"marquer sans délai, qu'en tout point d'où l'ennemi fuit, l'autorité relève de mon gouvernement"*. A l'approche de Bayeux, de Gaulle intima l'ordre à deux gendarmes de prévenir de son arrivée. Les deux pandores filèrent vers la ville sur leurs vélos et de Gaulle s'exclama : *"Messieurs, la reconnaissance est faite"*. Après un bain de foule triomphal à Bayeux, il estima avoir reçu la reconnaissance du *"peuple français"*. Mais, mis à part ces gestes symboliques, il mit en place ses hommes de confiance...

Coulet fut nommé sur-le-champ commissaire de la République pour toute la Normandie. Le sous-préfet pétainiste Rochat reçut de Gaulle et se mit sous ses ordres. Il fut remplacé par Triboulet. Rochat, bon prince, lui céda son uniforme en lui conseillant toutefois d'en changer les boutons où figurait la francisque de Pétain !

En bons serviteurs de la bourgeoisie française, les fonctionnaires de Pétain et les émissaires de de Gaulle avaient le même intérêt à ce qu'il n'y ait aucune vacance du pouvoir et à ce que tout s'opère sans hiatus et sans l'intervention de la population.

La mise en scène de Bayeux était aussi une démonstration à l'égard des dirigeants américains pour leur montrer que de Gaulle représentait l'*"unité nationale"*, qu'avec lui, *"l'ordre"* règnerait sans accroc et sans qu'ils aient besoin de recourir à leur administration militaire. De Gaulle effectua ensuite, en juin et juillet, les voyages nécessaires auprès du Pape, de Churchill et de Roosevelt, pour arracher une reconnaissance désormais en bonne voie : à Bayeux, avait eu lieu la répétition d'une pièce que de Gaulle allait rejouer quelques semaines plus tard à Paris dans le rôle de l'arbitre et du *"libérateur de la France"*.

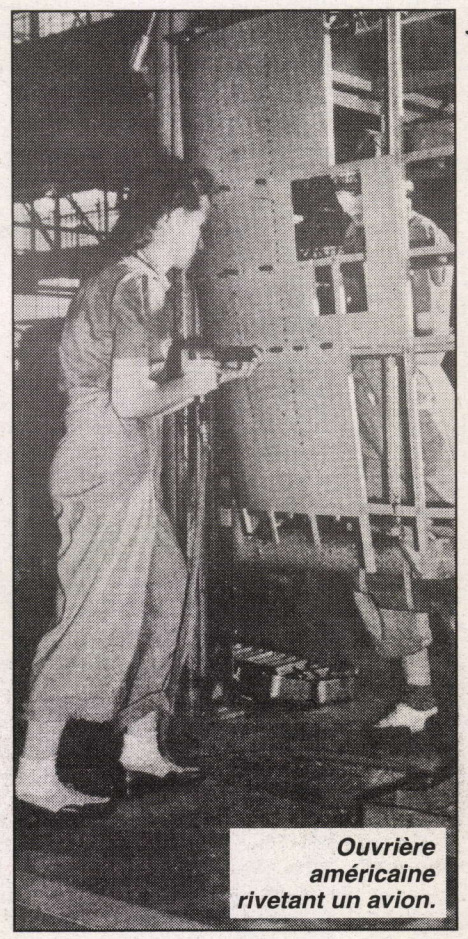
LA SUPRÉMATIE INDUSTRIELLE AMÉRICAINE

La préparation matérielle du Débarquement dura environ deux ans et demi. Près de deux millions d'Américains furent acheminés en Grande-Bretagne et en Irlande du Nord.

La machine productive américaine fonctionnait à plein régime depuis juillet 1940. Ce n'est pas le capitalisme privé qui accomplissait les investissements les plus importants mais l'État, qui créa plus des cinq sixièmes des nouvelles usines au cours de la guerre. Cinq millions de femmes furent embauchées pour remplacer les hommes partis au front. On estime qu'au moment du Débarquement, la production de guerre américaine, additionnée à celle du Canada et de la Grande-Bretagne, était quatre fois plus forte que celle des puissances de l'Axe.

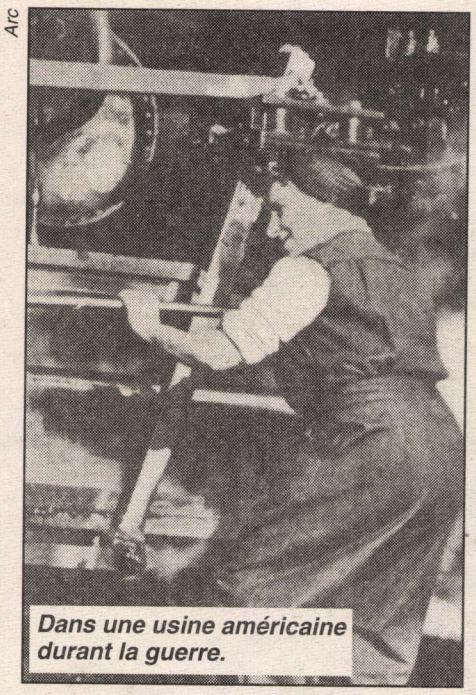
Cela n'avait été possible que par une exploitation renforcée de la classe ouvrière. La semaine de travail des mineurs américains était passée, de 37,7 heures en 1939, à 43,9 heures en 1944. Dans tous les secteurs, les cadences devinrent démentielles. Il en alla de même en Angleterre. Pour combler les trous dus à la conscription, des milliers de mineurs de dix-sept ans furent embauchés de force à la suite de tirages au sort. Dans les vieilles régions minières de Grande-Bretagne en 1943, comme en 1944, un homme sur quatre fut victime d'un accident grave. Dans les premiers mois de 1944, plus de 200 000 mineurs firent grève pour obtenir une

Arc



Ouvrière américaine rivetant un avion.

Arc



Dans une usine américaine durant la guerre.

Saint-Lô après les combats.

Arc

UNE GUERRE DESTRUCTRICE ET MEURTRIÈRE

augmentation de salaire et de meilleures conditions de travail. Ce mécontentement grandissant de la classe ouvrière rendait urgente, pour la bourgeoisie britannique, la conclusion que pouvait représenter le Débarquement.

Cet effort de guerre aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne permit la mise en œuvre de moyens colossaux. La puissance industrielle des deux pays leur permit de faire le choix stratégique le moins évident, à savoir une opération amphibie sur un front de 80 km dépourvu de ports importants.

L'industrie produisit des milliers d'avions, de navires, de chalands et de blindés. Elle produisit également des caissons pour construire des ports artificiels, ainsi qu'un pipe-line traversant la Manche pour les alimenter en pétrole.

D'autres moyens avaient été également mis en œuvre pour effectuer des parachutages de diversion dans le Morbihan et dans le Nord ainsi que pour monter une gigantesque opération d'intoxication de l'état-major allemand, qui s'attendait jusqu'au matin du 6 juin à un débarquement dans le Pas-de-Calais.

Par soldats interposés, le capitalisme américain allait montrer sa supériorité matérielle sur le capitalisme allemand.

Malgré l'importance des moyens en hommes et en matériel déployés au cours du Débarquement, les armées alliées mirent plus de deux mois et demi pour occuper la Normandie.

Au soir du 6 juin, et rien que du côté des armées alliées, 9 500 hommes avaient été tués ou blessés. Du côté anglo-américain comme du côté allemand, les généraux ne lésinèrent pas pour envoyer à la mort leurs soldats. Le général Patton commença une de ses harangues devant de jeunes soldats américains qui sortaient tout juste du collège par ces mots révélateurs : *"Avec votre sang et mon courage..."*

La bataille de Normandie qui commença avec le Débarquement aurait fait 240 000 tués et blessés rien que dans les rangs de l'armée allemande et 206 700 dans les armées alliées, un bilan du même ordre que celui de la bataille de Stalingrad. Entre 15 et 20 000 civils auraient été tués, essentiellement dans les villes bombardées à outrance par les Alliés. Georges Blond, un historien du Débarquement, en rien hostile aux Alliés, a écrit que toutes les bombes lancées sur Caen *"et qui firent des milliers de victimes, le furent inutilement : les Allemands ne se trouvaient pas dans Caen"*.

Le Havre fut la dernière ville normande *"libérée"* par les armées alliées. Elle le fut de façon significative. Le commandement britannique refusa la proposition du colonel de la garnison allemande d'évacuer d'abord la population civile.

Une décision *"pour le moins contestable"* écrit Christophe Beaudufe, lui aussi favorable aux Alliés, dans son livre *L'été 1944, le sacrifice des Normands* (Perrin).

Du 4 au 10 septembre 1944, la ville du Havre fut bombardée et détruite à 85 %, et plus de 5 000 habitants furent tués. C'était en quelque sorte la préfiguration de ce qu'allait subir une autre ville ouvrière, cette fois-ci en Allemagne : les bombardements alliés sur Dresde en février 1945 allaient faire plus de 150 000 morts.

Jean-Pierre CALVI

À lire

La plupart des livres consacrés au débarquement du 6 juin sont des hymnes à la gloire des Alliés et de Gaulle. Sans être très critiques, deux livres présentent l'événement avec une certaine sobriété. Celui de Georges Blond traite abondamment les aspects matériels de l'opération. Celui d'Anthony Kemp aborde davantage les problèmes politiques et les divergences tactiques entre les généraux alliés.

Le Débarquement : 6 juin 1944, de Georges Blond.
(réédition) Editions Plon. 120 F.

6 juin 1944 : Le débarquement en Normandie, d'Anthony Kemp.
Collection Découvertes Gallimard. 80 F.

Deux livres sur la Deuxième Guerre mondiale, bien que non réédités méritent la lecture :

Chacun sa guerre, de Studs Terkel (paru en 1986, Editions La Découverte, 98 F) est un recueil d'interviews significatives de soldats américains, anglais, russes et japonais.

Le Bal des Maudits (deux tomes aux éditions Presse-Pocket) est une fresque romanesque écrite en 1948, par l'écrivain américain Irving Shaw, dénonçant l'antisémitisme dans l'armée américaine et la monstruosité de la guerre sur plusieurs champs de bataille, dont les plages de Normandie.

LUTTE OUVRIERE

Union Communiste (Trotskyste) - membre de l'Union Communiste Internationaliste

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des dirigeants de l'ex-Union Soviétique. Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle et humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle. Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie. Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre. C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes, révolutionnaires et internationalistes.

Adresser toute correspondance à :
LUTTE OUVRIERE - B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18 - FRANCE

La Société d'Editions de Lutte Ouvrière - BP 233, 75865 PARIS CEDEX 18 - est une S.A.R.L. au capital de 20 000 F, durée cinquante ans, à partir du 1er janvier 1970. Gérant : Michel Rodinson. Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat. Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson. Tirage : 14 000 exemplaires. Composition : Point-Virgule Photocomposition - Paris. Impression : Roto de l'Ile-de-France, 20, rue de la Victoire - 93150 Le Blanc-Mesnil - 48 65 32 75. Commission paritaire des publications n° 64 995.

ABONNEMENTS À LUTTE OUVRIÈRE ET LUTTE DE CLASSE

	LUTTE OUVRIÈRE		LUTTE DE CLASSE
	1 an	6 mois	(1 an soit 10 n°)
France DOM-TOM	300 F	160 F	100 F
DOM-TOM, voie aérienne	390 F	200 F	140 F
Europe (soit zone postale1)	420 F	210 F	100 F
Autres pays, voie ordinaire			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	450 F	230 F	140 F (comme voie aérienne)
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	520 F	270 F	140 F
– Océanie (soit zone 4)	540 F	280 F	140 F
Autres pays, voie aérienne			
– Afrique francophone, Moyen-Orient, USA, Canada (soit zone 2)	480 F	250 F	140 F
– Autres pays d'Afrique, Amérique Centrale et du Sud, Japon, Asie du Sud-Est (soit zone 3)	540 F	280 F	170 F
– Océanie (soit zone 4)	660 F	340 F	210 F

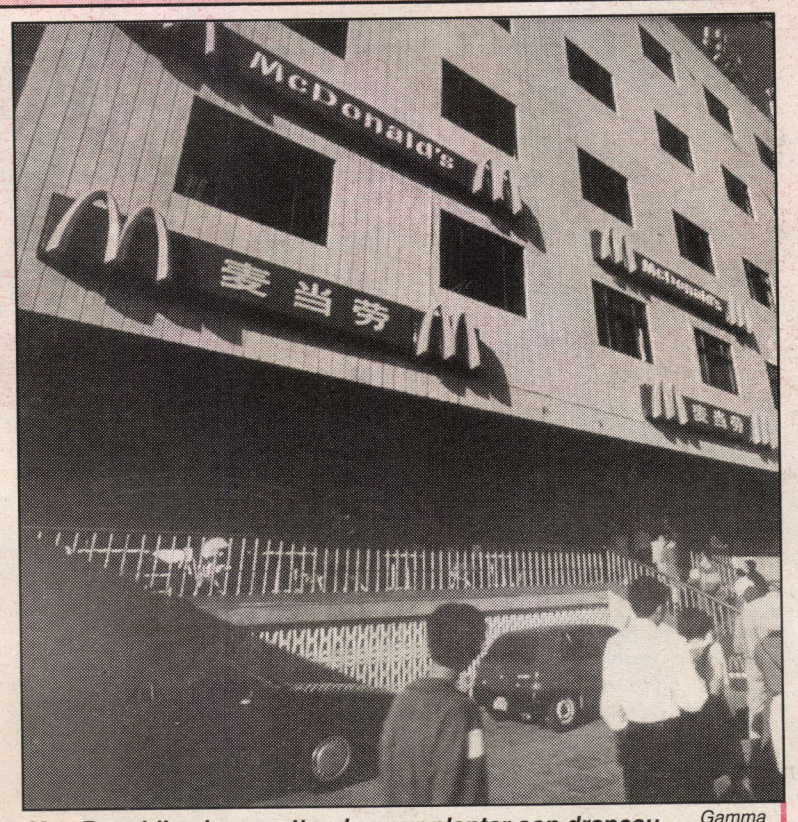
Envois sous pli fermé : tarifs sur demande

BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM : .....
PRENOM : .....
ADRESSE : .....
.....
CODE POSTAL et VILLE : .....
.....
COMPLEMENT D'ADRESSE : .....
.....
Je m'abonne à : **LUTTE OUVRIERE - LUTTE DE CLASSE,** pour une durée de :
.....
(rayer la mention inutile).
Ci-joint la somme de : .....
Règlement :
- par chèque bancaire ou postal à l'ordre de MICHEL RODINSON,
- par virement postal à MICHEL RODINSON, CCP 6 851 10 R - PARIS.

Clinton et la Chine

LES DROITS DU PROFIT AVANT CEUX DE L'HOMME



Mac Donald's n'a pas attendu pour planter son drapeau en Chine. Gamma

Après un long suspense et d'interminables polémiques au sein des institutions législatives américaines, Clinton a finalement renoncé à faire dépendre les relations commerciales entre les USA et la Chine du respect des "droits de l'homme" par les dirigeants de Pékin. Les denrées chinoises continueront de bénéficier de la "clause de la nation la plus privilégiée", c'est-à-dire d'une certaine liberté d'accès au marché américain - relative d'ailleurs puisqu'elle n'exclut pas l'imposition périodique de quotas ou de barrières douanières sur certains produits.

De toute façon tout cela n'était bien sûr que poudre aux yeux. Que les dirigeants de l'impérialisme se servent, à l'occasion, quand cela les arrange, des droits de l'homme comme d'un prétexte pour faire pression sur un partenaire rétif, c'est une chose. Mais il serait bien difficile de trouver un seul exemple où l'impérialisme ait jamais imposé le respect de ces droits.

Sur ce plan, l'Asie offre d'ailleurs une image édifiante. Parmi les partenaires commerciaux privilégiés qu'y comptent les USA, on trouve de tout, depuis des dictatures militaires sanglantes comme celles de Thaïlande, d'Indonésie et de Corée du Sud, jusqu'à un régime militaro-policier dirigé jusqu'à une date très récente par un parti unique comme à Taïwan. Et si les USA ont, il y a quelques années, marchandé à l'un de ces pays les droits d'accès au marché américain dont il jouissait (en l'espèce la Corée du Sud) ce ne fut pas pour marquer le coup face aux massacres d'opposants auxquels se livrait alors le régime, mais pour imposer à l'économie coréenne d'importer plus de denrées américaines.

En Chine, pas plus qu'ailleurs, ce ne sont pas les infractions aux droits de l'homme qui chatouillent les dirigeants américains. D'ailleurs si les médias occidentaux versent parfois encore quelques larmes sur le sort des victimes du massacre de la place Tiananmen en 1989, on les entend rarement parler du sort d'autres victimes, bien plus nombreuses pourtant, que sont les prisonniers des "Laogai", ces camps de travail forcé noyés dans le vaste réseau des entreprises d'Etat.

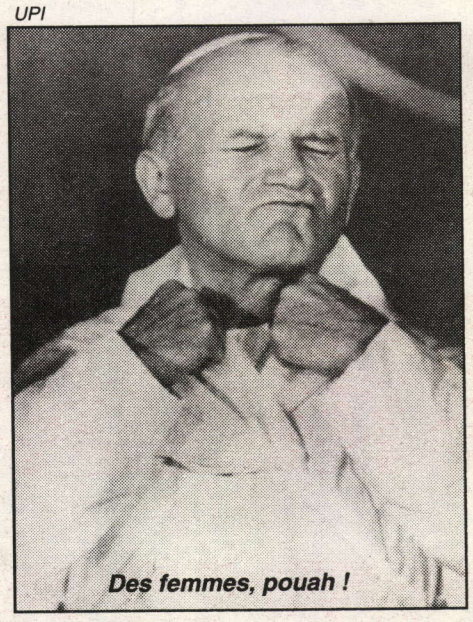
Selon le dissident Harry Wu, la Chine compte environ un millier de ces camps aujourd'hui, pour un total de quelque dix millions de prisonniers. Et, à en croire ce dissident, si on en entend peu parler en Occident, cela a sans doute quelque chose à voir avec le fait que ces "Laogai" produisent par exemple une partie des gants en caoutchouc que l'on trouve ici dans les super-marchés, ou encore du thé commercialisé par les groupes agro-alimentaires japonais, du charbon importé par les compagnies électriques anglaises et même, paraît-il, du raisin utilisé par la société de Cognac Rémy-Martin !

S'il y a un enjeu dans les relations sino-américaines, il est bien sûr avant tout dans les ambitions que nourrit la bourgeoisie américaine en Chine. Pour citer un "expert" japonais : *"Les sociétés américaines considèrent maintenant l'Asie comme un marché à part entière. La Chine, par exemple, bien qu'encore pauvre à tous égards, compte environ seize millions de "riches" sur ses 1,2 milliard d'habitants. Ces "riches" comme les appellent les spécialistes en marketing, sont caractérisés par un salaire mensuel équivalent à 105 dollars à Pékin"*. Autrement dit, les "cibles" de l'Occident seraient les Chinois gagnant au moins quatre fois le salaire moyen (28 dollars à Pékin). Des cibles bien modestes quand même quand on sait que le coût d'un repas moyen au MacDo de Pékin représente l'équivalent de près d'une demi-journée de travail, même pour ces "riches" !

C'est finalement cela, le libre accès au pouvoir d'achat de cette petite minorité de la population chinoise qui est le seul enjeu dans les relations sino-américaines, un accès qui est bien sûr convoité également par toutes les puissantes impérialistes de moindre envergure. Et si Clinton proteste contre le déficit de 22 milliards de dollars de la balance commerciale des USA avec la Chine, ce n'est pas parce qu'il a peur de la "concurrence" de l'économie chinoise - celle-ci ne fait pour l'essentiel que sous-traiter pour le compte de grandes compagnies américaines qui y trouvent largement leur compte - mais parce qu'il réclame la part du lion dans le minimarché chinois. Et ce n'est sûrement pas par hasard si le revirement de Clinton a été précédé, à deux jours près, par la suppression des quotas d'importations sur 195 produits étrangers, surtout américains.

François ROULEAU

UPI



Des femmes, pouah !

ET TA SŒUR, POPAUL ?

■ Le pape vient de refuser, une fois de plus, l'ordination des femmes. Pour la sainte Eglise apostolique et romaine, la religion est une affaire sérieuse, elle ne peut être exercée que par les hommes (!). Les femmes peuvent prendre le voile, laver les pieds des "pauvres", passer le bassin dans les cliniques et chanter les louanges du créateur, mais elles ne doivent pas perdre de vue qu'elles ne sont issues que d'un os surnuméraire, une côtelette impaire, du père Adam !... Elles doivent rester à leur place, qui est secondaire par essence, par création pourrait-on dire.

Comment une bonne femme – une bonne sœur si certains préfèrent – pourrait-elle dire la messe, dire : *"Ceci est mon corps, ceci est mon sang"* et se taper le contenu du ciboire ? Voyons !

Tout cela relèverait de la franche rigolade, si ce n'était à l'intérieur d'une idéologie réactionnaire, une nuance encore plus réactionnaire. Jean Paul II serre, ainsi, la main aux imams, qui serrent la main aux rabbins : front uni contre les femmes !

Quand est-ce que tout ce vieux fatras religieux tombera dans la dérision qu'il mérite ? A l'aube du XXIe siècle, on a un peu honte de tant de bêtise !

Lutte de classe

mai - juin 1994

(n° 7 - Nouvelle série) est parue

Au sommaire :

- **France :**
  Lutte Ouvrière dans la campagne des élections européennes.
  A propos des élections européennes : la démarche unitaire de la Ligue Communiste Révolutionnaire en panne.
- **Italie :**
  Après la victoire électorale de Berlusconi.
- **L'Allemagne après 4 ans de réunification :**
  Une bonne affaire pour la bourgeoisie, une lourde ardoise pour les classes populaires.

Prix : 10 F - Envoi contre 12 F en timbres.

Lutte Ouvrière - Directeur de la Publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n°64-995